

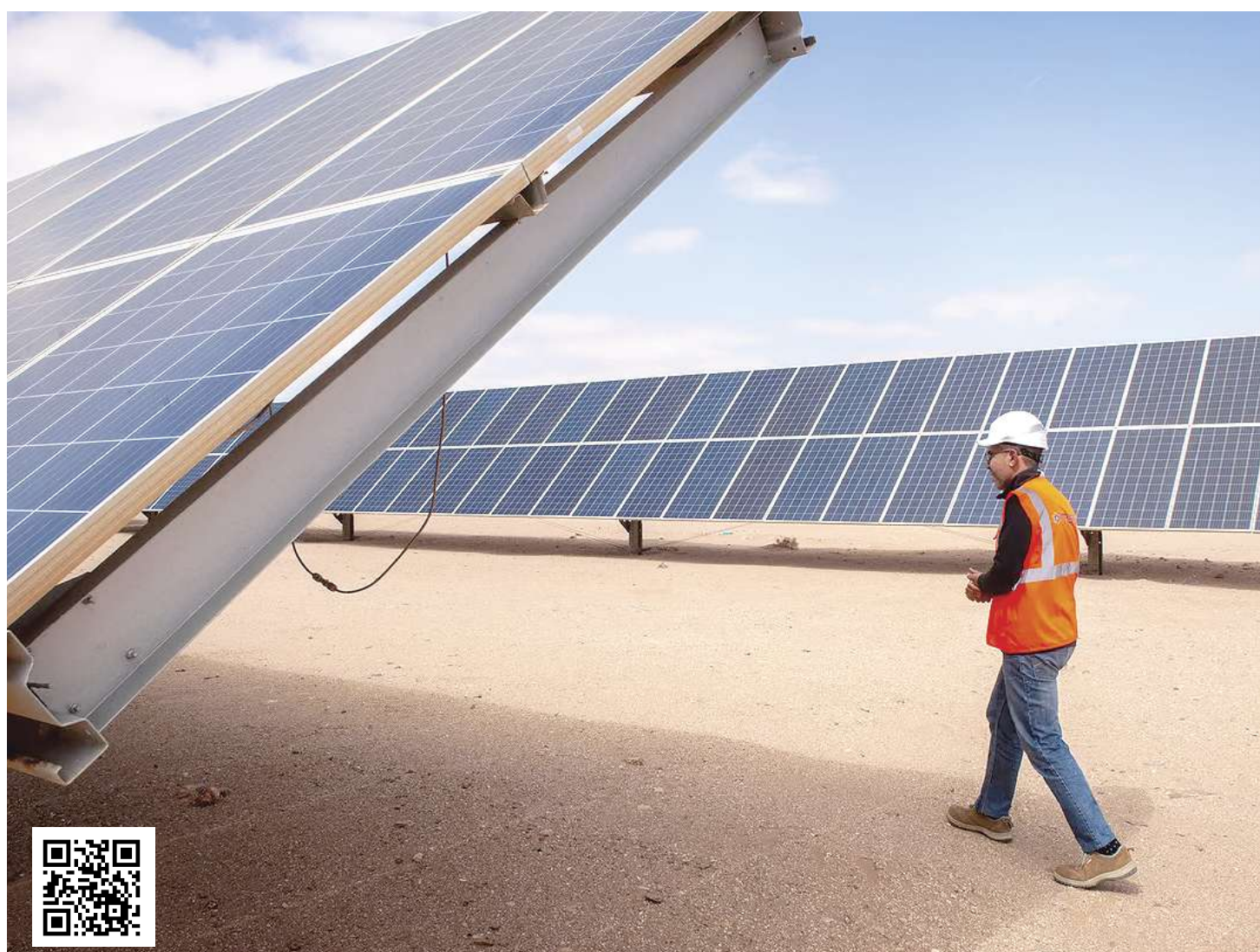
PÉTROLE
**Le Brent progresse
à plus
de 71,5 dollars**

P 2

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pose de la première pierre d'une centrale solaire photovoltaïque de 80 MW

Dans le cadre de sa transition énergétique, l'Algérie a lancé un projet majeur avec la pose de la première pierre d'une centrale solaire photovoltaïque de 80 MW à El Abadla, dans la wilaya de Béchar. Ce projet a été inauguré hier par le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab. P 3



CHEMIN DE FER MINIER
BÉCHAR-TINDOUF-GARA
DJBILET

**Une infrastructure
vitale pour le transport
minier**



L'Algérie a lancé un projet ferroviaire stratégique reliant Béchar, Tindouf et Gara Djebilet dans le cadre de sa politique de modernisation et de diversification de son secteur industriel.

P 5

SELON NOUREDDINE
OUADAH

**L'industrie
automobile
algérienne est sur la
bonne voie**

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné, dimanche soir à Aïn Temouchent, que "l'industrie automobile algérienne est sur la bonne voie".

P 4

MARCHÉ GAZIER

**La consommation
mondiale en forte
hausse en février**

La consommation mondiale de gaz a connu une forte croissance en février dernier dans plusieurs régions, portée par des conditions météorologiques plus froides que la moyenne et une demande accrue dans plusieurs secteurs.

P 5

GASPILLAGE ALIMENTAIRE

**Le ministre du
Commerce appelle à une
consommation responsable** P 3

AU COURS DES 12 PREMIERS JOURS DU
RAMADHAN

**Saisie dans 7 wilayas de l'Est du
pays de 12 tonnes de denrées
impropres à la consommation** P 2

OUARGLA

**Inscription du projet d'un
nouveau laboratoire de
contrôle de la qualité et de
la répression des fraudes** P 2

AU COURS DES 12 PREMIERS JOURS DU RAMADHAN
Saisie dans 7 wilayas de l'Est du pays de 12 tonnes de denrées impropres à la consommation

Plus de 12 tonnes de denrées alimentaires impropres à la consommation ont été saisies au cours des 12 premiers jours du Ramadhan dans 7 wilayas de l'Est du pays relevant de la compétence territoriale de la direction régionale du commerce de Batna. Le directeur régional, Mohamed Serdoune, a précisé que les agents de contrôle relevant des directions du commerce des wilayas de Batna, Oum El Bouaghi, Khenchela, Constantine, Tébessa, Biskra et Ouled Djellal ont également saisi 2.782 litres de différentes boissons impropres à la consommation. Les produits alimentaires saisis, dont des viandes rouges et blanches, des pâtes, des fromages, des produits laitiers, des pâtisseries et des boissons gazeuses, ont été détruits, selon le même responsable, qui a souligné que leur valeur financière globale a dépassé les 13,240 millions de dinars. Les opérations de contrôle menées à travers les 7 wilayas en question ont enregistré un montant non facturé de plus de 219,5 millions de dinars, et donné lieu à la proposition de fermeture administrative de 34 locaux commerciaux ne remplissant pas les conditions exigées, à l'exemple du manque d'hygiène et du non-respect de la chaîne de froid, selon la même source. Durant la même période, les agents de contrôle ont effectué "au moins 17.500 interventions qui ont permis l'enregistrement de 2.392 infractions et la rédaction de 2.380 procès-verbaux", a-t-on également rapporté de même source.

POUR DÉCLARER L'ARRÊT DE CHANTIER POUR CAUSE D'INTEMPÉRIES

La CACOBATPH lance un service électronique

La Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) a annoncé, lundi dans un communiqué, le lancement d'un service permettant à ses usagers de transmettre en ligne l'engagement d'arrêt de chantier.

Dans une démarche visant à moderniser ses services et à faciliter les procédures pour ses clients, la CACOBATPH annonce "le lancement d'un nouveau service électronique, au niveau de son portail +Tasrihatcom+, au rofit de ses usagers, leur permettant de déclarer l'arrêt de chantier pour cause d'intempéries, de manière totalement dématérialisée, sans avoir à se déplacer aux structures déconcentrées de la Caisse", précise la même source. Selon le communiqué, ce service permet à l'usager de "transmettre en ligne l'engagement d'arrêt de chantier, ce qui le dispense de se présenter à l'Agence, pour déposer ce document". "Cette démarche s'inscrit dans la stratégie de la CACOBATPH, visant sa transformation numérique et tendant à l'amélioration de ses services offerts à des milliers de travailleurs exposés aux aléas climatiques et ce, à l'occasion de l'exécution de leurs tâches", note le communiqué, expliquant les principales étapes à suivre. Ainsi, la première étape de déclaration d'ar-



rêt de chantier consiste en l'insertion par l'usager des informations relatives au chantier, les informations personnelles du représentant syndical (nom et prénom(s), et en cas d'absence de représentation syndical, l'usager est tenu de fournir les informations de (02) représentants des travailleurs (nom, prénom(s), et le numéro de sécurité sociale). La seconde étape concerne, ajoute le communiqué, la déclaration de l'engagement

qui s'effectue, à l'issue de la déclaration de reprise des travaux de chantier, où l'usager doit "cliquer sur +engagement de déclaration d'intempéries+, télécharger l'engagement d'arrêt de chantier Pré-rempli, télécharger de nouveau l'engagement, comportant la signature et le cachet, par l'usager, le représentant syndical ou les représentations des travailleurs et les informations sur le représentant syndical ou d'un représentant du comité participatif".

CONSTANTINE

Huit blessés dans un accident de la route près de Hamma Bouziane

Huit (8) personnes ont été blessées dans un accident de la route, survenu au niveau de la zone d'habitation Draa Benchaoui, dans la commune de Hamma Bouziane (wilaya de Constantine), a-t-on appris lundi au-

près de la direction de la Protection civile. Une collision entre deux véhicules de tourisme est survenue dans la nuit de dimanche à lundi, causant des blessures à huit personnes âgées entre 18 et 30 ans, a indiqué la cellule d'in-

formation et de communication de ce corps constitué. Les victimes blessées ont bénéficié des premiers secours sur place avant d'être évacuées vers le service des urgences médicales de l'Etablissement public hospitalier

(EPH) de la commune de Didouche Mourad, a-t-on ajouté. Une enquête a été diligentée par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les causes et les circonstances exactes de cet accident.

OUARGLA

Inscription du projet d'un nouveau laboratoire de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes

La wilaya d'Ouargla a bénéficié d'un projet de réalisation d'un nouveau laboratoire de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, a-t-on appris lundi des responsables locaux du secteur du commerce. Ce laboratoire sera doté de matériels techniques modernes lui permettant d'assurer le contrôle de divers produits

alimentaires et industriels, tout en garantissant leur conformité aux normes en vigueur, a indiqué le directeur de l'actuel laboratoire de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, Abdallah Khedir, en marge d'une manifestation d'information organisée à la direction locale du commerce et de la promotion des exportations (DCPE), à l'occasion de la célébration

de la Journée mondiale des droits des consommateurs. L'étude technique relative à ce projet, qui occupera une assiette foncière de 2.700 m2 a déjà été lancée, en attendant la sélection de l'entreprise réalisatrice prochainement, a-t-il ajouté. De son côté, le directeur du secteur, Laïd Rouabah, a indiqué que l'Etat a promulgué un ensemble de lois et des

dispositions réglementaires visant à assurer le contrôle des pratiques commerciales. Il a également souligné l'importance cruciale de la protection des consommateurs, précisant que cet objectif nécessitera la mobilisation de tous les services de contrôle relevant du secteur, en collaboration avec les associations professionnelles.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pose de la première pierre d’une centrale solaire photovoltaïque de 80 MW

Dans le cadre de sa transition énergétique, l’Algérie a lancé un projet majeur avec la pose de la première pierre d’une centrale solaire photovoltaïque de 80 MW à El Abadla, dans la wilaya de Béchar. Ce projet a été inauguré hier par le ministre d’État, ministre de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab. Marquant un tournant dans l’engagement du pays vers une énergie plus verte et durable, ce projet aura des impacts significatifs à la fois sur le plan environnemental et économique.

Par Mourad A.

Le projet de la centrale solaire s’étend sur une superficie de 160 hectares et dispose d’une capacité de production de 80,01 MW. Il fait partie d’un programme national ambitieux visant à construire 15 centrales solaires photovoltaïques réparties sur plusieurs wilayas du pays. Cette initiative répond aux défis environnementaux et à la dépendance croissante de l’Algérie aux énergies fossiles, tout en contribuant à la réduction de l’empreinte carbone. En outre, elle s’inscrit dans une dynamique plus large visant à renforcer le réseau électrique national. Lors de la cérémonie de pose de la première pierre, Mohamed Arkab a souligné que ce projet représente une étape clé dans la politique nationale de promotion des énergies renouvelables, visant à diversifier les sources d’énergie et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un des principaux atouts de cette centrale solaire réside dans sa capacité à réduire considérablement les émissions de dioxyde de carbone, estimées à environ 1,3 million de tonnes par an. Cette réduction substantielle contribue à l’atteinte des objectifs climatiques de l’Algérie, qui œuvre pour une transition énergétique progressive vers des énergies plus respectueuses de l’environne-

ment. Mohamed Arkab a également précisé que ce projet devait servir de modèle pour les futures initiatives dans le pays. « Nous avons la ferme conviction que l’Algérie doit prendre sa place dans la transition énergétique mondiale, et cela passe par des investissements massifs dans les énergies renouvelables, particulièrement l’énergie solaire, qui offre un potentiel inégalé », a-t-il affirmé. Outre ses bénéfices écologiques, la centrale solaire de Béchar aura un impact économique et social important pour la région. Sa construction générera jusqu’à 400 emplois directs, et une fois en fonctionnement, 39 postes permanents seront créés pour la gestion et l’entretien des installations. La mise en service de la centrale est prévue entre décembre 2025 et janvier 2026. Cette dimension sociale revêt une importance particulière dans une région comme Béchar, où le développement économique est souvent lié à l’exploitation des ressources naturelles. L’introduction de ce projet dans le secteur des énergies renouvelables ouvre de nouvelles perspectives pour la région, en créant des opportunités d’emploi qualifié et en offrant une stabilité énergétique accrue. La centrale s’appuiera sur des technologies

de pointe, avec des systèmes avancés de contrôle et de supervision, ainsi qu’un dispositif de nettoyage automatique des panneaux solaires. Cela garantira non seulement l’efficacité des installations à long terme, mais aussi un faible besoin d’entretien, ce qui optimisera les coûts d’exploitation. Le raccordement de la centrale au réseau national via un poste de transformation 30/60 kV assurera une transmission optimale de l’énergie produite, renforçant ainsi la stabilité du réseau électrique régional et soutenant le développement local ainsi que la sécurité énergétique de l’Algérie. Enfin, la pose de la première pierre de cette centrale solaire n’est pas seulement un geste symbolique, mais un acte concret en ligne avec les objectifs de l’Algérie en matière de transition énergétique. Le pays s’engage activement à réduire sa dépendance aux énergies fossiles tout en renforçant sa sécurité énergétique. Mohamed Arkab a conclu la cérémonie par un message de détermination : « Ce projet est une étape vers un avenir énergétique plus vert et plus autonome. Nous devons avancer avec conviction et travailler ensemble pour concrétiser ces ambitions, qui font partie de notre plan national pour un développement durable et respectueux de l’environnement ».

GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Le ministre du Commerce appelle à une consommation responsable

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a souligné que les changements observés dans les habitudes de consommation nécessitent une sensibilisation accrue des citoyens à leurs responsabilités en matière de production et de consommation. Il a insisté sur l’importance de la préservation des aliments et de la lutte contre le gaspillage, afin d’assurer la durabilité des ressources et de contribuer au développement économique et social. Lors de son intervention au forum intitulé «Rationalisation de la consommation et valorisation des déchets : enjeux et opportunités», organisé par le ministère de l’Environnement et de la Qualité de vie au Palais de la Culture Moufdi Zakaria, le ministre a affirmé que la transition vers des modes de vie durables est un élément clé pour faire face aux défis du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution.

Ces enjeux ne sont plus uniquement environnementaux, mais sont devenus des problèmes économiques et sociaux ayant un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens. Tayeb Zitouni a également mis en garde contre les conséquences de ces phénomènes, qui entraînent des problèmes de santé graves et causent des millions de déchets prématurés chaque année. Il a ainsi appelé à une mobilisation collective pour la mise en place de mesures législatives et exécutives garantissant un cadre de consommation plus équitable et durable. Dans cette optique, le ministre a mis en avant plusieurs initiatives visant à renforcer la sensibilisation des consommateurs, notamment : L’obligation d’un étiquetage alimentaire détaillé sur les produits préemballés. Le lancement d’une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation et la lutte contre le gaspillage. La numérisation des données nutrition-

nelles concernant le sucre ajouté, les graisses et le sel, afin de soutenir les politiques de santé publique. La réduction de l’utilisation des emballages plastiques, en les remplaçant par des matériaux écologiques innovants pour garantir la qualité des produits alimentaires comme les dattes et les fruits frais. L’exploitation de quatre projets de recherche visant à améliorer la qualité de vie des consommateurs et à encourager les solutions novatrices en collaboration avec des startups. En conclusion, Tayeb Zitouni a insisté sur la nécessité d’une synergie entre les différents secteurs, institutions et organisations professionnelles afin de promouvoir des modes de consommation durables et sains. Il a réaffirmé l’engagement du gouvernement dans cette démarche, conformément au programme du Président de la République. Le ministre a enfin souhaité plein succès aux travaux de forum

PROGRAMME NATIONAL DE SOUTIEN À L’AGRICULTURE
Mise en service du raccordement électrique de l’exploitation agricole de Béni Ounif

Dans le cadre de sa visite dans la wilaya de Béchar, le ministre d’État, ministre de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a inauguré le projet de raccordement électrique de l’exploitation agricole située dans la commune de Béni Ounif, à 15 kilomètres de la capitale de la wilaya. Ce projet, qui bénéficie à 55 exploitants agricoles, s’inscrit dans le cadre du programme national de soutien à l’agriculture, visant à soutenir et à moderniser le secteur agricole à travers le pays. Lors de cette visite, Mohamed Arkab a insisté sur l’importance du raccordement des exploitations agricoles à l’électricité, soulignant que cela représente une priorité pour le gouvernement. « À ce jour, plus de 78 098 exploitations agricoles ont été raccordées à travers le pays, sur les 100 000 prévues », a-t-il précisé. Le ministre a également indiqué que 1 602 exploitations agricoles de la wilaya de Béchar ont déjà bénéficié de ce programme, et que le secteur de l’énergie, à travers le groupe Sonelgaz, continue d’apporter les facilités nécessaires pour accélérer le processus de raccordement. Ce soutien vise à permettre aux agriculteurs de développer leurs activités et ainsi de renforcer la production nationale. Le projet de raccordement électrique représente un investissement majeur d’un coût total de 28,7 milliards de dinars algériens, financé en partenariat entre Sonelgaz et les bénéficiaires. Il comprend l’installation de six unités électriques d’une capacité de 160 kilovolts, garantissant ainsi une couverture suffisante pour répondre aux besoins énergétiques des agriculteurs. Mohamed Arkab a rappelé que le rôle du secteur de l’énergie et des mines ne se limite pas à la simple fourniture d’électricité. Il englobe également un accompagnement dans le développement des projets agricoles, en assurant un approvisionnement énergétique durable et en soutenant les activités agricoles, telles que la fourniture d’engrais, ainsi que l’énergie nécessaire pour l’irrigation et le fonctionnement des équipements agricoles modernes.

TRAVAUX PUBLICS

M. Rekhroukh reçoit des députés de l’APN des wilayas d’El Ménéa et d’In Salah

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a reçu une délégation de députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) des wilayas d'El Ménéa et d'In Salah avec lesquels il a examiné plusieurs questions liées au secteur dans ces deux wilayas, indique un communiqué du ministère. La rencontre a eu lieu, dimanche au siège du ministère, en présence des cadres centraux du secteur, ainsi que des directeurs des travaux publics des wilayas d'El Ménéa, d'In Salah et de Ghardaïa, et ce "en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour renforcer la coordination efficace et durable entre le Gouvernement et les représentants du peuple dans les deux chambres du Parlement, et en consécration des principes de transparence et de prise en charge optimale des principales préoccupations des citoyens".

Lors de la rencontre, les députés ont soulevé les préoccupations des populations des wilayas d'El Ménéa et d'In Salah, mettant l'accent sur la nécessité de développer les infrastructures routières et de faciliter le transport à travers la maintenance et la modernisation de plusieurs tronçons vitaux du réseau routier à l'échelle nationale et au niveau des wilayas.

Parmi les principaux projets cités, la RN 01 reliant les chefs-lieux des deux wilayas, comptant parmi les principales voies reliant les wilayas du Nord et du Sud, ajoute le communiqué.

Ils ont également souligné l'importance de moderniser et de renforcer la RN 52 reliant In Salah à Adrar, ainsi que la RN 51 reliant El Ménéa à Ouargla", ajoute la même source.

A cet égard, le ministre a affirmé "l'engagement constant de l'Etat à consolider et à développer l'infrastructure à travers le lancement de plusieurs projets de développement majeurs, notamment ceux liés à la réalisation de routes dans les wilayas du Sud, contribuant ainsi à booster le développement économique dans le Sud et à ouvrir de nouvelles perspectives pour les échanges commerciaux avec les pays du continent africain".

M. Rekhroukh a également insisté sur l'importance de préserver le réseau routier en le modernisant, notamment la RN n 01 dans son tronçon qui s'étend de la wilaya de Ghardaïa à la wilaya d'In Guezzam en passant par In Salah et El Ménéa, afin de soutenir l'intégration entre les wilayas grâce à un réseau routier de meilleure qualité. Le ministre a également souligné les efforts du secteur pour assurer la durabilité de sa maintenance, selon les priorités et les capacités financières disponibles, conclut le communiqué.

SELON NOUREDDINE OUADAH

L’industrie automobile algérienne est sur la bonne voie

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné, dimanche soir à Aïn Temouchent, que "l'industrie automobile algérienne est sur la bonne voie". M. Ouadah, qui était accompagné du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sidali Zerrouki , a souligné dans une déclaration, lors de leur visite à l'unité industrielle IDE-NET, spécialisée dans la production de composants électroniques pour véhicules, située dans la zone industrielle de Tamazougha, que "l'industrie automobile algérienne est sur la bonne voie, car nous fabriquons ici en Algérie des matières premières et des composants électroniques qui accompagnent les activités de l'industrie automobile".

Le ministre a rappelé qu'IDE-NET a investi plus d'un million de dollars dans

un système de modélisation qui pourrait contribuer au développement d'autres startups suivant cette voie et à la promotion de l'économie nationale. Il a expliqué que "cette entreprise a commencé petite, comme toutes les startups, pour devenir une entreprise industrielle participant à l'augmentation du taux d'intégration dans l'industrie automobile algérienne".

Selon M. Ouadah, cette entreprise permet d'accueillir des idées et d'utiliser ses machines pour fabriquer des technologies afin de concrétiser les idées des jeunes et développer un écosystème solide.

Lors de la visite des différents ateliers de l'entreprise, le ministre des Télécommunications, Sidali Zerrouki, a interrogé les responsables sur le taux de récupération des produits de l'entreprise par les opérateurs économiques, notant qu'il était

totalement inexistant, ce qui, selon le ministre, témoigne de "la conformité des produits de l'entreprise aux normes de qualité qu'elle applique dans son activité industrielle".

IDE-NET active dans la production de cartes et de faisceaux électroniques, ainsi que d'autres produits électroniques tels que les rétroviseurs électroniques et les compteurs de véhicules, en plus de produits utilisant des technologies d'intelligence artificielle, selon les explications fournies à la délégation ministérielle, qui était accompagné des walis d'Aïn Temouchent et d'Oran, Mabrouk Ouled Abdennebi et Samir Chibani.

L'entreprise, qui produit environ 1.554 unités de faisceaux par semaine, prévoit d'élargir ses activités industrielles et de créer environ 1.000 emplois d'ici la fin de l'année 2026, a-t-on indiqué.

ALGÉRIE/TUNISIE/LIBYE

Signature prochaine d’un mémorandum pour l’interconnexion électrique

Un mémorandum d'entente sera signé prochainement entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye afin de lancer les études préalables à la réalisation du projet d'interconnexion électrique entre ces trois pays, a annoncé dimanche à Alger un responsable du groupe Sonelgaz. "Nous travaillons sur le projet du corridor électrique qui reliera l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Les discussions sont en cours et un mémorandum d'entente sera signé prochainement entre les trois pays pour lancer les études nécessaires à la concrétisation de ce projet", a déclaré Habib Mohamed Lakhdar, directeur des études à Sonelgaz, sur les ondes de la Radio algérienne. Ce projet permettra à Sonelgaz d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'exportation d'électricité vers ces deux pays voisins, a-t-il ajouté.

Concernant la coopération avec les pays de l'Afrique, le responsable a souligné que Sonelgaz dispose d'opportunités pour accompagner les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO) dans le domaine de l'électricité.

Il a rappelé que le plan de développement stratégique de Sonelgaz consacre un axe majeur à l'expansion internationale, notamment en Afrique, en commençant par les pays voisins. Dans ce cadre, il a indiqué que d'autres domaines de coopération sont également envisagés, notamment l'exportation par Sonelgaz de son savoir-faire en matière d'études d'ingénierie, l'accompagnement dans la réalisation de réseaux de transport de l'électricité et l'exportation d'équipements industriels fabriqués localement. S'agissant de la centrale électrique en cours de réalisation au Niger, don de l'Algérie, il a

précisé que, conformément aux décisions des hautes instances de l'Etat, sa mise en service est prévue avant l'été prochain afin de répondre aux besoins urgents du Niger en électricité, tout en soulignant que cette infrastructure sera installée et mise en service par les équipes de Sonelgaz. Concernant le projet d'interconnexion électrique entre l'Algérie et l'Italie, il a indiqué qu'il s'agit d'un projet "stratégique" pour le pays, rappelant qu'un mémorandum d'entente a été signé en juillet 2024 entre Sonelgaz, Sonatrach et le groupe italien ENI portant réalisation d'études de faisabilité pour ce

projet. Ce projet consiste en l'installation d'un câble sous-marin reliant le nord-est de l'Algérie au sud de l'Italie. Il permettra à l'Algérie d'accéder au marché européen de l'électricité via l'Italie, a-t-il expliqué. "Nous sommes actuellement à l'étape de préparation des cahiers des charges en vue du lancement des études nécessaires", a-t-il indiqué. Le responsable a fait observer toutefois que ce type de projet requiert plusieurs évaluations, notamment sur les plans économique, technique, commercial et environnemental.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية و الصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 مارس 2025 الموافق لـ 13 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Mars 2025 (13 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	92	106	78	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	95	108	81	الطماطم	
	Oignon sec	51	57	45	البصل الجاف	
	Ail sec	693	770	616	الثوم الجاف	
	Carotte	71	80	61	الجزر	
	Navet	81	90	72	لفت	
	Choux fleur	75	84	67	قرنبيط	
	Choux	87	97	77	الكرنب	
	Courgette	111	123	98	الكوسة	
	Haricot vert	477	515	440	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	100	115	84	الخس	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	471	589	352	التفاح المحلي	
	Datte	526	660	392	التمر	
Produits d’origine animale	Banane	632	654	611	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1755	1893	1616	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	371	385	358	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,40	-1,06	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	3507	4 909 800,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	3,20	8,14	7,53	7,17	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	2200,00	0,00	-1,96	-3,35	11,57	5,68	3197	7 033 400,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,35	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,12	-8,52	2,03	-	0	0,00

CHEMIN DE FER MINIER BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

Une infrastructure vitale pour le transport minier

L'Algérie a lancé un projet ferroviaire stratégique reliant Béchar, Tindouf et Gara Djebilet dans le cadre de sa politique de modernisation et de diversification de son secteur industriel. D'une importance capitale, ce projet vise à renforcer l'exploitation des ressources minières, notamment le minerai de fer de Gara Djebilet, et à soutenir le développement industriel du pays. Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a effectué une visite de terrain ce lundi afin d'évaluer l'avancement des travaux. Il a particulièrement insisté sur le respect des délais, ainsi que sur les standards de qualité et de sécurité.

Par Mourad A.

Le chemin de fer minier, d'une longueur totale de 950 km, constitue un axe majeur pour le transport des matières premières vers les sites de transformation et de traitement. Ce projet se divise en trois tronçons, chacun attribué à des entreprises spécialisées. Le premier tronçon de 200 km relie Béchar aux frontières de la wilaya de Béni Abbès et est pris en charge par un groupement d'entreprises publiques. Le deuxième tronçon, long de 175 km, va d'Oum El Assel à Tindouf et est également géré par des entreprises publiques. Quant au troisième tronçon, qui mesure 575 km, il a été confié à un consortium dirigé par la société chinoise CRCC. Ce tronçon est subdivisé en deux segments : le premier relie Oum El Assel à Tindouf sur 440 km, et le second s'étend de Tindouf à Gara Djebilet sur 135 km. Lors de sa visite, Mohamed Arkab a pu constater que les responsables des entreprises impliquées garantissaient un avancement rapide du projet, conforme au calendrier fixé. Ces assurances sont d'autant plus cruciales, car ce projet constitue un pilier majeur de la politique de diversification économique de l'Algérie. Ce projet ferroviaire s'inscrit dans une stratégie plus large visant à valoriser les ressources naturelles du pays. En reliant les sites miniers aux zones industrielles, il permettra une exploitation optimisée, en particulier du minerai de fer de Gara Djebilet, dont les réserves sont parmi les plus importantes du pays. L'infrastructure ferroviaire contribuera ainsi à améliorer la compétitivité de l'Algérie



sur les marchés internationaux, en réduisant les coûts logistiques et en facilitant l'acheminement des matières premières vers les centres industriels du pays. En parallèle de la ligne ferroviaire, le projet inclut la construction de nouvelles infrastructures, telles qu'une gare dédiée aux travailleurs de la mine et une station de chargement des matières premières depuis l'unité de traitement primaire du minerai de fer. Ces installations faciliteront non seulement le transport, mais garantiront aussi des conditions de travail optimales pour les employés tout en assurant une gestion plus efficace des ressources minérales. Mohamed Arkab a souligné l'importance stratégique de ce projet pour le développement des infrastructures industrielles du pays. Lors de sa visite, il a

insisté sur le respect strict des délais et des standards de qualité et de sécurité. « Le respect des délais est essentiel pour garantir que ce projet devienne un atout majeur pour le développement économique de l'Algérie », a-t-il déclaré. « Nous devons nous assurer que les plus hauts standards de qualité sont appliqués à chaque étape de la réalisation afin de maximiser les bénéfices à long terme pour le pays ». Cette déclaration met en lumière l'ambition du gouvernement de concrétiser rapidement ses projets de développement tout en veillant à leur durabilité et à leur efficacité. La mise en place de cette infrastructure ferroviaire pourrait transformer l'économie locale, contribuer à la diversification du secteur industriel et réduire la dépendance du pays aux exportations

pétrolières. Le chemin de fer minier Béchar-Tindouf-Gara Djebilet n'est pas seulement un projet d'infrastructure, mais un élément clé du programme de relance de l'industrie minière en Algérie. Ce projet représente une étape fondamentale pour le pays, visant à valoriser ses ressources naturelles, réduire les coûts de transport, et favoriser la création d'emplois dans les secteurs ferroviaire, minier et industriel. Mohamed Arkab a conclu sa visite en exprimant son optimisme quant à la réussite de ce projet ambitieux, précisant que sa bonne réalisation devrait ouvrir la voie à d'autres initiatives similaires dans les domaines des infrastructures et de l'exploitation des ressources naturelles.

MARCHÉ GAZIER

La consommation mondiale en forte hausse en février

La consommation mondiale de gaz a connu une forte croissance en février dernier dans plusieurs régions, portée par des conditions météorologiques plus froides que la moyenne et une demande accrue dans plusieurs secteurs, a indiqué le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) dans son rapport mensuel publié lundi. Le GECF a fait état d'une forte hausse de consommation dans les pays de l'Union européenne (UE), qui a bondi de 21% en glissement annuel, atteignant 38 milliards de mètres cubes. Il s'agit de "la sixième hausse consécutive qui s'explique par une demande de chauffage accrue due à des tempéra-

tures hivernales rigoureuses, ainsi qu'à une baisse de la production éolienne et hydraulique, renforçant la dépendance aux centrales à gaz pour assurer la stabilité du réseau électrique", est-il souligné dans ce rapport du mois de mars. Aux Etats-Unis, la consommation de gaz a également augmenté de 7% par rapport à février 2024, pour atteindre 89 milliards de mètres cubes, selon le GECF, précisant que "les secteurs résidentiel et commercial ont été les principaux moteurs de cette croissance, soutenus par des conditions climatiques plus froides". S'agissant des importations mondiales de gaz naturel liquéfié (GNL), elles ont

augmenté de 3,7 % sur un an, atteignant un record de 34,9 millions de tonnes pour le mois de février, a fait savoir le GECF mentionnant que "cette hausse marque ainsi la fin de trois mois consécutifs de déclin". L'Europe constitue aussi la principale région qui a tiré la croissance des importations de GNL, tandis que les besoins en GNL en Asie-Pacifique ont continué de baisser pour le 4e mois consécutif, en raison d'une consommation de gaz plus faible dans certains pays, a-t-on relevé dans ce document. Concernant la tendance des prix spot du GNL, ils ont affiché une légère hausse en février 2025 de 4% par rapport à janvier 2025, selon le GECF en

notant que "le marché gazier mondial devrait rester relativement équilibré en 2025, dans un contexte de demande mondiale soutenue (+2 %) et de croissance économique robuste (+3 % de PIB mondial)". Les pays asiatiques, fortement dépendants des importations de GNL, resteront un "moteur clé" de la demande mondiale, a souligné le forum. Quant à l'offre de GNL, elle devrait rester "tendue" en 2025, malgré l'ajout de 54 millions de tonnes par an de nouvelles capacités de liquéfaction, dont une grande partie ne sera opérationnelle qu'en fin d'année", prévoit, par ailleurs, le GECF dans son rapport.

BLIDA

19.000 personnes à besoins spécifiques perçoivent l'allocation forfaitaire de solidarité

Quelque 19.000 personnes à besoins spécifiques de la wilaya de Blida bénéficient de l'allocation forfaitaire de solidarité affectée par l'Etat pour améliorer les conditions de prise en charge de cette catégorie vulnérable de la société, a-t-on appris, dimanche, d'un responsable de la Direction locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS).

"Au moins 19.000 personnes à besoins spécifiques de la wilaya perçoivent l'allocation forfaitaire de solidarité fixée à 12.000 DA/mois", a indiqué, à l'APS, le responsable local du secteur, Mohamed Bahaili, en marge d'une cérémonie organisée par les services de la wilaya, à l'occasion de la Journée nationale des personnes à besoins spécifiques (14 mars). Il a relevé une "hausse constante" de ce nombre, vu que la commission en charge des dossiers des personnes sollicitant cette allocation s'attelle toujours à l'examen des demandes en la matière.

Le responsable, qui a souligné l'examen par cette commission d'une moyenne de 50 à 60 dossiers/mois, a assuré que toute personne ouvrant droit à cette allocation peut l'obtenir.

Il a, aussi, fait cas de 10.650 bénéficiaires de l'allocation de 10.000 DA/mois, sur un total de 44.000 personnes en situation de handicap (auditif, visuel, moteur ou mental) recensées à travers la wilaya. Ces personnes sont prises en charge au niveau de cinq (5) centres psychopédagogiques, dont deux (2) dédiés aux inadaptés mentaux à Bouinane et Mouzaïa, un centre pour malvoyants à Ouled Yaïch et un autre pour les malentendants à Ben Achour, outre le centre de réinsertion des délinquants mineurs à Blida.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Vers l'extension des terres irriguées à près de 500 ha

Les stations d'épuration des eaux usées installées à travers la wilaya de Bordj Bou Arreridj contribueront à "augmenter la superficie des terres agricoles irriguées de 500 hectares et réduire l'impact des fluctuations pluviométriques sur l'agriculture", a indiqué dimanche le directeur local des services agricoles (DSA), Houari-Boumediene Rouibi.

Le même responsable a ainsi précisé que des opérations ont été inscrites pour l'exploitation à l'irrigation de près de 500 hectares des eaux traitées par les stations d'épuration des communes de Ras El Oued, d'Ain Taghrout, d'Ain Tassera, d'El Hammadia et de Bordj Bou Arreridj, faisant état de la récente exploitation des eaux recyclées des deux stations d'épuration de Ras El Oued et d'Ain Taghrout (Est de Bordj Bou Arreridj) pour l'irrigation de 270 hectares.

Dernièrement mise en service par le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal au cours de sa visite de travail dans la wilaya, la station d'épuration des eaux usées de Ras El Oued permet d'irriguer 150 hectares de terres agricoles, tandis que celle d'Ain Taghrout sert à l'irrigation d'un périmètre agricole de 120 hectares, a ajouté le même responsable.

Une étude a été en outre élaborée pour la réhabilitation du système d'irrigation du périmètre agricole de la localité de De-

hissa de la commune de Bordj Bou Arreridj sur une superficie de 150 hectares extensibles à 250 hectares à arroser par les eaux traitées de la station d'épuration des eaux usées de cette collectivité locale, selon la même source qui a précisé que l'étude inclut également la réhabilitation et l'équipement des deux stations d'épuration d'El Hammadia et d'Ain Tassera (Sud de Bordj Bou Arreridj) qui permettront d'irriguer environ 40 hectares.

TIARET

Réception prochaine de plusieurs infrastructures administratives et éducatives dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala

Plusieurs infrastructures administratives et éducatives seront réceptionnées, prochainement dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala (Tiaret), a annoncé, dimanche, le wali de Tiaret, Saïd Khalil. Lors d'une déclaration à la presse à l'issue de sa visite dans cette wilaya déléguée, M. Khalil a précisé que "ces projets comprennent deux groupes scolaires implantés dans les communes de Rechaïga et Ksar

Chellala, deux cités administratives, un nouveau siège de la wilaya, un siège de Sûreté urbaine, une direction de distribution de la société Sonelgaz, ainsi qu'un hôpital d'une capacité de 120 lits". Ces infrastructures apporteront une valeur ajoutée en matière d'équipements publics pour la région, a souligné le premier responsable de l'Exécutif de la wilaya de Tiaret. En inspectant l'avancement du projet

de réalisation d'un groupe scolaire dans la commune de Rechaïga, le wali a insisté sur sa livraison "avant la fin du mois de mai prochain, afin de permettre au secteur de l'éducation de finaliser les procédures d'équipement". Il a également ordonné aux responsables concernés de l'exploiter comme un collège afin de réduire la surcharge constatée dans ce cycle d'enseignement dans la région. Lors

de l'inspection du chantier du nouvel hôpital de 120 lits, dont le taux d'avancement a atteint 60 %, le wali a exigé une réduction des délais de réalisation. Les travaux sont également sur le point d'être achevés pour plusieurs structures administratives, notamment le nouveau siège de la wilaya et deux cités administratives qui seront affectées aux directions exécutives.

LAGHOUAT

Lancement de la réalisation de trois centres de proximité de stockage de céréales

Les travaux de réalisation de trois (3) centres de proximité de stockage de céréales ont été lancés dimanche dans les communes de Sidi Makhlouf, Tadjemout et Oued Morra de la wilaya Laghouat, a-t-on appris des services de cette collectivité locale. S'exprimant lors d'un point de presse tenu en marge de la cérémonie officielle de lancement des

travaux, le wali, Foudil Douifi, a souligné que ces projets s'inscrivent dans le cadre d'un programme portant sur la réalisation de huit (8) centres similaires d'une capacité de stockage de 5.000 tonnes chacun. Et d'ajouter que ces installations contribueront de manière significative à l'amélioration des capacités de stockage des céréales, conformément à la stra-

tégie de renforcement de la sécurité alimentaire. La réalisation de ces centres de stockage qui s'inscrit dans le cadre des projets vitaux susceptibles d'accroître les capacités nationales de stockage de cette denrée, fait partie d'un plan visant à consolider les infrastructures de base du secteur agricole et à inciter les céréaliculteurs à augmenter leur production.

BOUIRA

Lancement d'une série de projets de développement à Sour El-Ghozlane

Une série de projets de développement relevant de plusieurs secteurs a été lancée, dimanche, à Bouira au profit des populations de la commune de Sour El-Ghozlane (Sud). Lors d'une visite de travail effectuée dans cette localité, le wali de Bouira, Abdelkrim Laâmour, a procédé à la pose de la première pierre du projet de l'extension de l'Institut national de formation supérieure paramédicale. Le chef de l'exécutif local a accordé un délai de 12 mois pour l'achèvement des travaux et la livraison de ce projet. Par la même occasion, M. Laâmour a procédé à l'installation des entreprises sur le site du chantier en prévision de l'entame des travaux de réhabilitation de l'hôpital des Frères Yahiaoui, avec une capacité

de plus de 270 lits, selon la fiche technique du projet présentée sur place. Toujours dans la commune de Sour El-Ghozlane, les autorités locales ont procédé au lancement des travaux de réalisation d'un important poste électrique d'une capacité de 60/220 kv pour renforcer l'alimentation en cette énergie dans les régions de Dirah, El Hachimia, Sour El-Ghozlane et Bir Ghbalou. Un montant de plus de 157 millions de dinars avait été alloué à ce projet, dont les travaux devraient être achevés d'ici le mois de juillet, selon la fiche technique présentée sur site au wali. Un autre projet, relevant du secteur de l'énergie et portant sur le raccordement de 95 foyers au réseau électrique, a été également mis en service dans la

commune de Sour El-Ghozlane pour un montant de plus de 27 millions de dinars. Lors de sa visite, M. Laâmour s'est rendu dans la localité de Tbabkha pour s'enquérir de l'avancement du projet de plantation d'une superficie de 110 hectares en arbres fruitiers. "Ce projet a été lancé dans le cadre de 3ème tranche du programme de la réhabilitation et de l'extension du barrage vert à travers sept communes situées au sud de la wilaya de Bouira (Sour El-Ghozlane, Dirah, El Hachimia, Maâmoura, Ridane, Hadjra Zerga et Taguedit)", a expliqué le directeur de la Conservation des forêts, M. Mounir Demdoun. "Notre objectif est de développer davantage la filière arboriculture dans

ces régions", a-t-il souligné. Un autre projet relevant du secteur de l'hydraulique a été mis en service dans les localités Ouled Amara et Ouled Ali relevant de la commune de Sour El-Ghozlane. "Ce projet a porté sur la réalisation d'un forage d'une capacité de 1,5 litres par seconde, ainsi que d'un réservoir de 100 M3 pour garantir une alimentation en eau potable à 120 foyers issus de ces deux villages", a expliqué à l'APS le directeur de l'Algérienne des Eaux (ADE), Hakim Lacen. A Sour El-Ghozlane, le chef de l'exécutif a lancé un autre projet de réalisation de 100 logements de la formule public-locatif, dont le montant s'élève à 100 millions de dinars, selon les détails recueillis lors de cette visite.

«L'ANNÉE 2025 VA ÊTRE UNE PÉTAUDIÈRE TRUMPISTE»

Entre la Chine et les États-Unis, la guerre commerciale est déclarée

2^e partie et fin

Donald Trump a annoncé une hausse de 10% des taxes sur les importations chinoises, à laquelle Pékin a répliqué en augmentant également ses droits de douane sur certains produits américains. Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, commente la situation.

Richard Arzt – Édité par Louis Pillot

Du Panama à Taïwan

Dans un tout autre domaine, le transport maritime, Donald Trump annonce: «Nous allons reprendre le canal de Panama.» Historiquement, cette voie de 90 kilomètres de long est entrée, après un chantier gigantesque, en possession des États-Unis en 1903. Mais en 1999, la gestion du canal a été confiée au Panama à la suite d'un accord passé en 1977 par Jimmy Carter, alors président des États-Unis.

Selon Donald Trump cette «très grosse erreur», «ce cadeau insensé», a pour résultat que les navires américains sont «gravement surtaxés», alors que la société qui a obtenu la concession des ports situés aux deux extrémités du canal appartient à un milliardaire chinois. 74% des cargaisons passant par le canal sont américaines, 21% sont chinoises, tandis que 11.000 bateaux empruntent chaque année par ce passage, l'équivalent de 5% du commerce maritime mondial. Mais l'ensemble des péages acquittés par les cargos et porte-conteneurs qui passent par le canal revient au Panama.

La presse chinoise a largement souligné que le président panaméen José Raúl Mulino répète que «le canal de Panama appartient au Panama et aux Panaméens». Quant aux affirmations de Donald Trump sur le contrôle du canal par la Chine, l'administrateur Ricarue Vásquez Morales affirme que «les accusations selon lesquelles la Chine gèrerait le canal sont infondées [...]». La Chine n'est absolument pas impliquée dans nos opérations.» Ce qui amène, à Pékin, Mao Ning à proclamer que la Chine «n'interfère pas» dans la gestion du canal et qu'elle «respecte la souveraineté du Panama».

Concernant l'Europe, la Chine suit avec intérêt la façon dont Donald Trump fait pression sur le Danemark pour que ce pays accepte de céder le Groenland aux États-Unis. Cet objectif du président américain peut inciter la Chine à penser qu'elle pourrait, elle, s'emparer de Taïwan. Pékin considère que cette île, située au sud-est de son territoire, est une province chinoise. La rattacher politiquement et administrativement au continent fait partie du «rêve chinois», un slogan souvent repris par Xi Jinping. Une crainte existe qu'à l'occasion d'un éventuel deal économique entre Donald Trump et Pékin, le soutien américain à Taïwan soit abandonné.

En 1979, les États-Unis ont reconnu la Chine populaire et accepté de ne plus



avoir de relations diplomatiques avec Taïwan. Ils ont cependant maintenu avec l'île nationaliste d'importants liens en matière d'économie et de fourniture d'équipements militaires. Sous le premier mandat de Donald Trump (2016-2020), 18 milliards de dollars d'armes américaines ont été vendues à Taïwan, contre 14 milliards pendant les deux mandats de Barack Obama. Mais, depuis quelques années, les manœuvres militaires de l'aviation et de la marine de Chine populaire se multiplient autour de Taïwan. Dans l'opinion taïwanaise, une crainte existe qu'à l'occasion d'un éventuel deal économique entre Donald Trump et Pékin, le soutien américain à Taïwan soit abandonné. Mais la situation n'en est pas là. Le 21 janvier, Donald Trump a surtout demandé à Taïwan de payer davantage pour sa défense.

Compétitivité et coopération

Actuellement, Donald Trump semble surtout vouloir marquer des points sur tous les sujets que son programme a abordé, y compris la Chine. Hubert Védrine estime que la relation sino-américaine va entrer dans une phase très dure: «Je pense que Donald Trump va aller très loin. L'année 2025 va être une pétaudière trumpiste. Ça va partir dans tous les sens. Je ne crois pas que ça peut dégénérer jusqu'à une guerre entre la Chine et Taïwan. Mais, à mon avis, il se passera

du temps avant que les États-Unis et la Chine disent: il faut quand même qu'on coexiste. Donc, ils vont redécouvrir la coexistence pacifique, celle de la Guerre froide. Mais pas maintenant. Je m'attends à ce qu'à ça s'aggrave avant que ça se calme.»

En 2024, le commerce sino-américain a représenté autour de 500 milliards d'euros avec un déficit pour les États-Unis d'environ 260 milliards d'euros. Donald Trump accuse depuis longtemps la Chine de pratiques commerciales déloyales et avait commencé à lui imposer des taxes lors de son premier mandat. De plus, aujourd'hui, le président américain accuse la Chine de ne rien faire pour mettre fin au trafic de fentanyl. Cette drogue de synthèse, qui se présente sous la forme de petites pilules colorées, est répandue aux États-Unis par des cartels mexicains grâce à des laboratoires chinois ayant fourni les molécules nécessaires à sa fabrication. Mais en même temps, il est possible que Donald Trump ne cherche pas à sanctionner trop fortement la Chine, un pays dont il peut avoir besoin pour peser sur la Russie au moment où s'engagera une pression américaine pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Dans ce contexte sino-américain complexe, la presse de Pékin indique actuellement, avec reportages et interviews à l'appui, que de nombreuses grandes entreprises chinoises, pour maintenir leur compétitivité face aux pressions américaines, ont décidé de concentrer leurs exporta-

tions vers des pays émergents comme le Brésil ou l'Afrique du Sud.

En revanche, le président Xi Jinping a tenu à maintenir la relation amicale qu'il entretient avec une famille américaine de l'Iowa, les Dvorchak. Il a séjourné chez eux pendant un mois il y a quarante ans, alors qu'il avait 32 ans et n'était qu'un fonctionnaire chinois venu observer les techniques d'agriculture américaines modernes. Le contact a été maintenu entre cette famille et celui qui, en 2012, est devenu secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) puis, en 2013, président de la République populaire de Chine. Le 28 janvier, jour de l'entrée dans l'année chinoise du serpent, les Dvorchak ont écrit à Xi Jinping que «la Chine et les États-Unis partagent de vastes intérêts communs et un large espace de coopération et peuvent devenir des partenaires et des amis».

Ce à quoi Xi Jinping s'est empressé de répondre: «L'accueil chaleureux que j'ai reçu en 1985 est encore frais dans ma mémoire [...]». La Chine et les États-Unis peuvent parvenir à un succès mutuel et à une prospérité commune dans l'intérêt des deux pays et du monde entier.»

Le leader du PCC dit peut-être lui-même ce qu'il aimerait entendre de la part de Donald Trump. Mais, à l'évidence, les relations sino-américaines ne relèvent pas actuellement de l'amitié sincère et dénuée d'arrière-pensées.

Source : Slate.fr

ÉGYPTE

Le programme NWFE évolue vers 10 GW de renouvelable

L'Égypte poursuit ses objectifs de transition énergétique, et le programme NWFE y enregistre des avancées notables. Au menu, plusieurs gigawatts de projets d'énergies renouvelables signés, la fermeture progressive de centrales thermiques et des financements massifs. Lancé en 2022, le programme Nexus of Water, Food and Energy (NWFE) de l'Égypte franchit une nouvelle étape majeure avec des avancées notables sur son volet énergétique. Grâce à des partenariats stratégiques et des financements internationaux, il accélère la mise en place de 10 GW d'énergies renouvelables tout en amorçant la fermeture de 5 GW de centrales thermiques. Selon le dernier rapport d'avancement publié le jeudi 13 mars, plusieurs jalons ont été posés à fin 2024, notamment 4,2 GW de projets solaires et éoliens affublés de contrats d'achat d'électricité signés avec des leaders mondiaux du secteur, dont ACWA Power, Masdar, Scatec et AMEA Power, 1200 MW de centrales thermiques déjà déclassés, et 4 milliards USD de financements concessionnels mobilisés auprès d'institutions telles que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque africaine de développement (BAD), et la Société financière internationale (IFC). En parallèle, l'Égypte renforce son réseau de transport d'électricité pour mieux intégrer ces nouvelles capacités renouvelables. Un projet de modernisation du réseau intelligent de 53 millions d'euros a été lancé, tandis qu'un centre de contrôle régional à Alexandrie bénéficie d'un financement de 60 millions d'euros de l'AFD et de l'Union européenne. Ces avancées s'inscrivent dans la stratégie nationale visant 42 % d'énergies renouvelables d'ici 2030 et 60% en 2040. Elles répondent aussi à un impératif économique, celui de réduire les dépenses en carburants fossiles et un objectif climatique de réduire 17 millions de tonnes de CO2 par an.

VERS L'ACCROISSEMENT DE SA PRODUCTION DE BRUT

La Libye fait une nouvelle avancée

La Libye cherche à augmenter sa production de brut, après le déclin observé dans le contexte de la crise de 2011. Les autorités ciblent les 2 millions b/j d'ici 2026, misant notamment sur la relance de certains projets et l'optimisation des champs producteurs.

La Libye accroît ses efforts pour optimiser sa production pétrolière et retrouver les niveaux d'avant la crise de 2011. Une nouvelle avancée a notamment été rapportée dans ce sens par la National Oil Corporation (NOC), qui a annoncé le samedi 15 mars la réussite d'un programme de forage sur le champ pétrolier Matkhandoush dans le bassin de Murzuq. L'opération qui a été menée par la Sirte Oil and Gas Company, s'est focalisée sur le puits de développement horizontal J5-H et son réservoir Mamouniyat. On apprend à cet effet qu'une analyse des roches de ce réservoir a révélé des fractures naturelles ouvertes. Ces dernières auraient ensuite servi de base pour un

tracé de puits, conduisant à l'identification d'une minéralisation. D'après les tests préliminaires effectués, les débits d'hydrocarbures mesurés devraient contribuer à une augmentation du taux de production du champ Matkhandoush à 10 000 barils par jour. Un nouvel accomplissement qui, conjugué aux derniers développements rapportés dans l'industrie pétrogazière libyenne, souligne une certaine dynamique dans les efforts visant à augmenter la production nationale. Notons que la semaine dernière, la NOC a annoncé la reprise des activités sur le champ Mabruk après une décennie d'arrêt, injectant 5000 b/j dans la production nationale, avec à terme un taux de production de 25

000 b/j attendu d'ici juillet. Selon les données officielles de la compagnie publique, les champs pétroliers libyens livraient en février 1,6 million b/j, en hausse comparativement au plateau de 1,4 million b/j rapporté en décembre 2024. Tripoli veut porter le taux national à 2 millions de barils par jour d'ici 2026. Pour rappel, l'économie libyenne dépend fortement de l'exploitation du pétrole et du gaz, activité qui représente 97% des exportations du pays, selon la BAD. L'institution financière s'est montrée optimiste dans ses perspectives de croissance pour le pays en 2025, avec un taux estimé à 6,2%, principalement porté par la dynamique du secteur pétrogazier.

LIBAN

Beyrouth propose un plan de protection sociale

Le Premier ministre libanais Nawaf Salam a déclaré vendredi que la priorité du gouvernement était de restaurer la confiance dans le pays en privilégiant les politiques sociales et les réformes économiques. Ces remarques ont été faites lors d'une réunion élargie au Grand Sérail, la résidence officielle de M.

Salam, sur les filets de sécurité sociale au Liban, sous le thème "La prochaine phase de réforme". L'événement, organisé par la ministre des Affaires sociales Hanine Al-Sayyed, a rassemblé un grand nombre de diplomates et de responsables d'agences affiliées aux Nations Unies. M. Salam a souligné la profonde crise sociale que tra-

verse le Liban, déclarant que la stabilité ne pouvait être maintenue sans traiter les questions sociales. Il a indiqué que les taux de pauvreté étaient déjà élevés avant la récente guerre entre Israël et le Hezbollah, atteignant 44% au niveau national. Les jeunes enfants sont les plus vulnérables, leur taux de pauvreté atteignant des

niveaux sans précédent. Le premier ministre a ajouté que l'insécurité alimentaire et l'accès limité aux soins de santé demeurent des risques importants. Dans une déclaration, son gouvernement s'est engagé à mettre en place un système de protection sociale complet et à augmenter les dépenses sociales.

SELON LES DERNIÈRES DONNÉES

Les dépenses en éducation en Arabie saoudite augmentent de 145% avec le retour des étudiants

Le secteur de l'éducation en Arabie saoudite a connu une augmentation notable des dépenses au cours de la semaine se terminant le 8 mars, augmentant de 144,6% pour atteindre 200,7 millions de riyals saoudiens (53,5 millions de dollars) à la suite du retour des étudiants après leurs vacances. Les volumes de transactions ont augmenté de 7,6% pour atteindre 116 000 dans l'ensemble de la catégorie, après avoir enregistré une baisse de 33,6% la semaine précédente. Les dernières données sur les points de vente de la banque centrale du Royaume ont montré que c'était le seul secteur qui affichait une croissance sur la période de sept jours, alors que les dépenses de consommation dans le Royaume se sont fortement contractées.

Le total des transactions dans les points de vente a chuté de 25,5% pour atteindre 13,09 milliards de RS, contre 17,57 milliards de RS la semaine précédente. Les ventes de meubles ont été en tête des baisses, chutant de 38,7% pour atteindre 321,5 millions de RS. Les dépenses en électronique ont chuté de 29,2% pour atteindre 159,1 millions de RS, tandis que les loisirs et la culture ont baissé de 21,2% pour atteindre 266,5 millions de RS. Les dépenses consacrées à l'alimentation et aux boissons ont enregistré une baisse de 38,1% pour atteindre 2,06 milliards de RS, ce qui représente la plus grande part de la valeur totale des points de vente. Les dépenses dans les restaurants et les cafés ont suivi de près, enregistrant une baisse de 38,3% pour at-

teindre 1,29 milliard de RS. Les biens et services divers arrivent en troisième position, avec une baisse de 21,3%, à 1,66 milliard de RS. Ensemble, ces trois catégories ont représenté 38,3% - ou 5 milliards de RS - des dépenses hebdomadaires totales sur les lieux de vente. La baisse la plus faible (2,3%) a été enregistrée dans les dépenses en vêtements et chaussures, dont le montant total a atteint 1,22 milliard de RS. Les dépenses en bijoux ont suivi, avec une baisse de 4,4% à 319,7 millions de RS, tandis que les transports ont enregistré une baisse de 5,8% à 790,8 millions de RS. Géographiquement, Riyad a dominé les transactions aux points de vente, représentant environ 34,9% du total, avec des dépenses dans la capitale atteignant 4,58 milliards de RS - une

baisse de 21,9% par rapport à la semaine précédente. Djeddah a suivi avec une baisse de 24,4% à 1,85 milliards de RS, et Dammam est arrivé en troisième position avec 666,6 millions de RS, en baisse de 21,4%. C'est à Hail que la baisse des dépenses a été la plus importante, avec un recul de 36% pour atteindre 188,4 millions de RS. Abha et Tabuk ont suivi, enregistrant des baisses de 30,4% et 28,57%, atteignant respectivement 139,7 millions et 239,4 millions de RS. Hail et Buraidah ont connu les plus fortes baisses en termes de nombre de transactions, avec respectivement 27,2% et 23,4%, pour atteindre 2,9 millions et 4 millions de transactions.

SÉNÉGAL

Une nouvelle capacité de stockage de 15 000 tonnes pour l’industrie horticole

Au Sénégal, l’horticulture est l’un des segments les plus dynamiques de la production agricole. Il s’agit également de l’un des secteurs agricoles les plus vulnérables aux pertes post-récolte en raison de la forte teneur en eau des produits et du manque d’infrastructures de conservation.

Au Sénégal, Mabouba Diagne, ministre de l’Agriculture, a inauguré le samedi 15 mars une chambre froide d’une capacité de stockage de 15 000 tonnes, construite par l’entreprise agroalimentaire SWAMI AGRI. Cette nouvelle infrastructure, principalement dédiée aux cultures maraîchères, porte la capacité totale de stockage de produits horticoles dont dispose l’entreprise à 105 000 tonnes dans le pays. « Cette chambre froide s’inscrit dans une vision stratégique visant à garantir une disponibilité continue de pommes de terre et d’oignons tout au long de l’année, tout en soutenant les petits producteurs locaux », peut-on lire dans un

communiqué publié sur le site du ministère de l’Agriculture. D’après les autorités, cet investissement, dont le coût n’a pas été révélé, devrait permettre à SWAMI AGRI de renforcer sa capacité à réguler le marché local et contribuer à réduire les pertes post-récolte dans l’industrie horticole. Selon les données officielles, dans les filières fruits et légumes, elles sont estimées entre 60 % et 70 % chaque année au Sénégal, principalement en raison du manque d’unités de transformation et de conservation. Dans ce contexte, la nouvelle chambre froide construite par SWAMI AGRI illustre la manière dont l’investissement du secteur privé dans les activités post-

récoltes, peut contribuer à relever les défis des chaînes de distribution et renforcer l’approvisionnement auprès des petits exploitants agricoles. La société qui opère au Sénégal depuis 2007 prévoit en plus d’injecter 35,7 milliards de FCFA (59,2 millions \$) dans la réalisation de 7 nouvelles chambres froides dans le pays au cours des années à venir. Au Sénégal, la production de légumes s’est élevée à 1,25 million de tonnes en moyenne entre 2019 et 2023, d’après les données compilées par l’Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD). L’oignon et la pomme de terre constituent les principaux légumes cultivés, comptant tous deux pour 46 % des récoltes sur la période considérée.

ETHIOPIAN AIRLINES/ BAD

Discussions sur le projet du plus grand aéroport africain

Révéle il y a quelques mois par Ethiopian Airlines, le projet d’aéroport en périphérie d’Addis-Abeba vise à consolider la position du groupe ainsi que de la ville comme maillons essentiels du transport aérien africain. La BAD est un des potentiels partenaires. Le projet aéroportuaire d’Ethiopian Airlines prévu à Bishoftu (environ 42 km d’Addis-Abeba) pourrait bénéficier du soutien de la Banque africaine de développement (BAD). Les deux parties ont signé le vendredi 14 mars une lettre d’intention de partenariat en vue de la construction de ce complexe à 7,8 milliards USD, a indiqué le samedi 15 mars le ministère éthiopien des

Finances dans un communiqué, sans toutefois divulguer le montant à pourvoir par la BAD. Présenté en août 2024 comme le futur plus grand aéroport d’Afrique, l’infrastructure sera développée sur 35 km² et comprendra entre autres 4 pistes d’atterrissage, un parking pour 270 avions, des installations commerciales et hôtelières, etc. D’autres modèles de financement seront adoptés, dont certains basés sur des capitaux privés, selon Mesfin Tasew le PDG de la compagnie. Ce projet a été initié selon lui pour répondre à la demande internationale et nationale de transport de passagers et de fret en forte crois-

sance à l’aéroport international d’Addis-Abeba Bole qui tourne déjà à plein régime. Le nouvel aéroport « fera passer la capacité annuelle de passagers de 17 millions à plus de 60 millions d’ici 2040, renforçant ainsi la position d’Ethiopian Airlines en tant que premier groupe aérien africain et maintenant son avantage concurrentiel dans le transport de passagers et de fret, la formation aérienne, la restauration, l’entretien, les services d’assistance en escale, ainsi que de soutenir l’aspiration de l’Éthiopie à être une destination touristique majeure » précise le communiqué du ministère. Le projet, s’il aboutit, pourrait être

un modèle parmi les politiques visant à capitaliser sur les perspectives de croissance du transport aérien africain, dont la progression devrait atteindre près de 5,7% par an en moyenne jusqu’en 2034, selon l’IATA. Une croissance qui sera entre autres portée par la reprise actuelle après la pandémie de Covid-19, le Marché unique du transport aérien africain (SAATM), l’évolution démographique et économique. Actuellement l’Afrique ne concentre d’après l’IATA que 2,1% des activités de transport aérien (fret et passagers combinés) dans le monde, alors que sa population avoisine les 18% de la population mondiale.

EN CÔTE D’IVOIRE Endeavour renforce son contrôle dans l’exploration d’or

Premier producteur d’or en Afrique de l’Ouest, Endeavour exploite en Côte d’Ivoire les mines d’or Ity et Lafigué. La compagnie a investi en 2024 dans une petite société aurifère basée au Canada, qui possède plusieurs projets ivoiriens pour l’exploration du métal jaune. Endeavour Mining a investi 2,7 millions de dollars canadiens (1,8 million \$) pour acquérir des actions supplémentaires de Koulou Gold. La transaction annoncée mercredi 12 mars renforce le contrôle d’Endeavour sur la junior minière canadienne, et par conséquent sur le secteur de l’exploration en Côte d’Ivoire. Premier producteur d’or en Afrique de l’Ouest, Endeavour obtient par cet investissement, 12 % d’intérêts dans Koulou. Ainsi, le groupe dirigé par Ian Cockerill porte à 19,07 % sa participation dans la société qui a des intérêts dans plusieurs permis d’exploration. Il s’agit notamment des projets Assuékry et Sakassou dans lequel Koulou a le droit d’acquérir jusqu’à 90 % d’intérêts ainsi que le projet Kouto déjà contrôlé à 100 % par la société. Koulou a un budget de 6,5 millions de dollars canadiens pour l’exploration en 2025. Si le succès de ces travaux reste incertain, l’investissement d’Endeavour constitue un pari qui pourrait lui permettre à terme de prendre le contrôle de nouveaux projets aurifères prometteurs en Côte d’Ivoire. Dans le pays, la société exploite déjà les mines d’or Ity et Lafigué qui peuvent livrer annuellement plus de 500 000 onces. Pour le moment cependant, Endeavour n’a pas dévoilé de plans concernant une éventuelle prise de contrôle de Koulou. D’autres acteurs pourraient s’intéresser à l’entreprise, à l’instar de Kenorland Minerals, deuxième actionnaire de la société, ou d’autres compagnies opérant dans la sous-région.

D’ICI 2030

54 milliards \$ d’investissements énergétiques pour l’Afrique

Selon la Chambre africaine de l’Énergie (AEC), les dépenses d’investissement dans l’amont pétrogazier en Afrique devraient atteindre 54 milliards \$ d’ici 2030. Une projection dont la concrétisation dépend de plusieurs facteurs. L’Afrique pourrait voir les investissements dans son secteur énergétique atteindre 54 milliards de dollars d’ici 2030, d’après une projection de la Chambre africaine de l’Énergie (AEC) dans son rapport « The State of African Energy-2025 Outlook Report » publié en décembre 2024. Cette projection souligne un intérêt croissant pour la monétisation du potentiel énergétique africain. Sa concrétisation dépendra en grande partie de la capacité des acteurs à garantir un cadre réglementaire stable, à dévelop-

per les infrastructures et à sécuriser les financements, tout en tenant compte des dynamiques géopolitiques et des fluctuations du marché, entre autres. En effet, pour maintenir cet engouement et assurer un climat de confiance aux investisseurs, les gouvernements devront garantir une stabilité fiscale et réglementaire. La clarification des cadres juridiques, notamment en ce qui concerne l’exploration et la production, sera essentielle. L’augmentation des investissements dépendra aussi de la capacité des acteurs à moderniser et développer les infrastructures essentielles. À ce propos, le secteur pétrogazier africain qui privilégie un peu plus les projets onshores (56 % des investissements prévus d’ici 2030), doit renforcer ses ca-

pacités logistiques et énergétiques. Par ailleurs, la montée en puissance des compagnies pétrolières d’État et l’intérêt croissant des fonds souverains asiatiques et du Moyen-Orient indiquent une diversification des sources de financement. Une opportunité serait d’attirer ces capitaux, à condition d’assurer une gestion rigoureuse des risques et d’adapter les incitations financières. Toutefois, cette diversification des financements implique aussi des négociations complexes et des engagements à long terme qui pourraient influencer la souveraineté énergétique du continent. La question de l’équilibre entre monétisation des ressources en hydrocarbures et exigences de la transition énergétique pourrait également jouer

un rôle important dans cette dynamique. D’après la Chambre africaine de l’Énergie, le gaz naturel, combustible jugé essentiel pour la sortie des énergies fossiles, devrait représenter plus de 40 % des investissements d’ici 2030, renforçant ainsi son rôle dans le mix énergétique du continent. Si ces conditions sont réunies, l’Afrique maximiserait ses chances d’attirer ces 54 milliards de dollars d’investissements, tout en consolidant son rôle sur l’échiquier énergétique mondial. Le sujet devrait être au cœur des échanges de l’édition 2025 de la Semaine africaine de l’énergie (AEW 2025) prévue à Cape Town (Afrique du Sud), entre septembre et octobre prochains.

MARCHÉ

Bourses européennes en timide hausse

Les principales places boursières européennes sont en légère hausse en ce début de semaine avec +0.1% à Francfort, +0.2% à Paris et Londres.

La semaine qui débute devrait être marquée par la réunion du Federal Open Market Committee (FOMC), dont le verdict sur les taux est attendu mercredi soir. 'La bonne santé de l'économie américaine permet à la Fed de ne pas se précipiter pour réduire les taux tant que l'incertitude politique n'est pas au moins partiellement résolue', pointait Paolo Zanghieri, économiste senior chez Generali Investments, la semaine passée. 'Nous nous attendons à ce qu'il s'agisse du principal message de la réunion de mars et nous constatons peu de changement par rapport à la position actuelle du FOMC, qui prévoit deux autres baisses de taux cette année et deux au-

tres en 2026', poursuivait-il. outre ce rendez-vous phare, de nombreuses données permettront de jauger la santé de l'économie américaine, dont les ventes de détail et l'indice Empire State ce lundi, la production industrielle (mardi) et les indicateurs avancés du Conference Board (jeudi). Aucune statistique n'est prévue ce lundi en Europe, mais les prochains jours verront paraître l'indice ZEW du sentiment économique en Allemagne, l'inflation au Royaume-Uni et dans la zone euro, puis l'indice du climat des affaires en France. Toujours de ce côté-ci de l'Atlantique, le comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre doit rendre sa décision jeudi. 'Nous nous attendons à un

vote par sept voix contre deux pour maintenir les taux inchangés', indiquait vendredi Bank of America. L'attention des investisseurs devrait en outre continuer de se porter sur l'évolution du dossier des discussions pour un cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que sur celui des tensions commerciales entre les Etats-Unis et leurs partenaires. 'La guerre commerciale entre les États-Unis, le Canada, l'UE et le Royaume-Uni s'intensifie. Les diplomates travaillent d'arrache-pied pour éviter les droits de douane généraux de 25% qui menacent le Canada et l'UE le 1er avril', pointe Panmure Liberum. 'Nous nous attendons toujours à ce qu'il y ait une réduction ou un report de dernière minute de ces tarifs, mais nous devons nous y préparer au cas où le 1er avril s'avérerait ne pas être le poisson d'avril', poursuit l'établissement britannique. Sur le compartiment obligataire, les US

T-Bonds à 10 ans évoluent vers 4.28% (-2 pts). Le Bund de même échéance se détend vers 2.81% (-5 pts) et l'OAT est à 3.49% (-7pts), soit un spread de 68 pb. Le baril de Brent s'échange contre 71.2\$, l'or reste autour des 3000\$ l'once et l'euro grappille 0.2% face au billet vert, à 1.089\$. Dans l'actualité des sociétés européennes, Bayer annonce que la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis a accordé un examen prioritaire pour une nouvelle indication de la finérénone chez les patients atteints d'insuffisance cardiaque. AstraZeneca annonce avoir conclu un accord de licence exclusif avec Alteogen portant sur ALT-B4, une hyaluronidase innovante utilisant la technologie de la plateforme Hybrozyme. Le laboratoire anglo-suédois a par ailleurs annoncé avoir conclu un accord définitif pour l'acquisition d'EsoBiotec, une société de biotechnologie pionnière dans les thérapies cellulaires in vivo.

LES BOURSES EN ASIE DANS LE VERT

L'objectif de relance économique chinois rassure

Les Bourses en Asie évoluaient dans le vert lundi, après l'annonce dimanche d'un plan de relance de la consommation par la Chine, et dans le sillage de Wall Street, qui a terminé en forte hausse vendredi après une semaine en net recul marquée par les rebondissements de la politique commerciale américaine. A la Bourse de Tokyo à 01H52 GMT, l'indice vedette Nikkei prenait 1,11% à 7.466,54 points, et l'indice élargi Topix avançait de 1,20% à 2.748,33 points. La Bourse de Taipei progressait de 1,13%, Sydney de 0,67% et Séoul de 1,53%. Les places chinoises se renforçaient également: l'indice Hang Seng à

Hong Kong gagnait 1,21%, l'indice composite de Shanghai 0,35% et celui de Shenzhen 0,35%. A 01H47 GMT, la monnaie japonaise était stable, en légère hausse de 0,01% à 148,65 yens pour un dollar. L'or continuait sa progression lundi à 2.991,87 dollars l'once, après un nouveau record historique vendredi. Par ailleurs, les cours du pétrole profitaient eux aussi d'un élan d'optimisme sur les marchés boursiers. Vers 01H40 GMT, le baril de WTI américain prenait 1,12% à 67,93 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord 1,03% à 71,31 dollars.

REBOND À WALL STREET

Le moral des ménages se dégrade

Les marchés américains ont clôturé sur une note positive. La semaine écoulée a été instable en raison de la politique commerciale erratique de Donald Trump. Le prix de l'or a dépassé pour la première fois la barre des 3000 dollars l'once. Côté statistiques, le moral des ménages s'est dégradé plus que prévu en mars et les prévisions d'inflation ont grimpé. Sur le front des valeurs, Ulta Beauty a brillé en faveur de profits et de revenus supérieurs aux attentes. Le Dow Jones s'est adjugé 1,65% à 41488 points tandis que le Nasdaq a progressé de 2,61% à 17754 points. Ulta Beauty s'est adjugé la première place de l'indice S&P500 à la faveur de profits et de revenus bien supérieurs aux attentes. Le spécialiste de la distribution de produits de beauté a profité d'une

forte demande lors de la saison des fêtes. L'action Ulta Beauty a bondi de 13,68% à 357,48 dollars. "L'exercice 2025 sera une année charnière au cours de laquelle nous ferons des investissements ciblés pour alimenter notre croissance future et agir rapidement pour optimiser nos activités", a déclaré la PDG, Kecia Steelman. Les chiffres macroéconomiques L'indice de la confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est ressorti à 57,9 en mars après 63,1 en février. Il était attendu à 64,7. Les anticipations d'inflation à 12 mois et sur cinq ans de l'indice Michigan se sont élevées à 4,9% et 3,9% respectivement contre 4,3% et 3,5% en février.

À L'ENTAME D'UNE SEMAINE CHARGÉE

L'Europe ouvre prudemment

Les principales Bourses européennes sont plutôt stables lundi en début de séance avant plusieurs décisions de politiques monétaire au cours de la semaine et des évolutions politiques et géopolitiques importantes. AstraZeneca va acquérir EsoBiotec pour un montant pouvant aller jusqu'à \$1 md Nexans négocie avec Latour Capital la vente de sa division Lynxéo

L'Europe ouvre prudemment à l'entame d'une semaine chargée Kai Pfaffenbach Un trader est vu sous le tableau de l'indice boursier allemand DAX pendant une séance de négociation à la Bourse de Francfort, en Allemagne. h À Paris, le CAC 40 est stable à 8.028,05 points vers 08h16 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,03%, tandis que le FTSE à Londres progresse de

0,19%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,17%, l'Euro-Stoxx 50 recule de 0,14% et le Stoxx 600 croît de 0,14%. Les marchés entament une semaine chargée qui verra plusieurs banque centrales, dont la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque d'Angleterre (BoE) ou encore la Banque du Japon (BOJ), prendre des décisions de politique monétaire.

Les investisseurs tentent ainsi d'établir de nouveaux scénarios dans un contexte marquée par des tensions commerciales provoquées par l'administration Trump aux Etats-Unis mais aussi la hausse des dépenses de défense attendue en Europe avec l'espoir d'un cessez-le-feu en Ukraine. Les investisseurs devraient bien accueillir les données mitigées sur la Chine publiée lundi, tradui-

sant un ralentissement de la production industrielle sur la période janvier-février mais une accélération des ventes aux détails, car elles sont "globalement meilleures que prévu" selon les analystes de Citi. Aux valeurs, Veolia gagne 1,9% après avoir annoncé l'entrée de Bpifrance à son capital et LVMH perd 0,5% avec le départ du directeur de la création de sa marque espagnole Loewe.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 13 Mars 2025				
Valeur : 17 Mars 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.3273	133.3423
1	EUR	EURO	144.7934	144.8364
1	GBP	POUND STERLING	172.5696	172.7008
100	JPY	JAPANESE YEN	90.1225	90.1388
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4077	18.4119
1	CHF	SWISS FRANC	151.0962	151.2160
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.6077	92.6374
1	DKK	DANISH KRONE	19.4106	19.4147
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.1815	13.1863
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.4930	12.4983
1	AED	UAE DIRHAM	36.2993	36.3083
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5473	35.5532
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.5999	432.9295
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9444	43.3760
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7614	13.7629
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.6315	27.7727
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3391	3.3495
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.6520	177.6520

ROYAUME UNI

Le gouvernement britannique dévoile son plan d’action pour réduire la «bureaucratie»

Le gouvernement britannique, lancé dans une croisade pour réduire la "bureaucratie", va annoncer lundi ses plans d'allègement des formalités administratives pour les entreprises, dans le but de stimuler une croissance économique à la peine.

La ministre des Finances Rachel Reeves a convoqué à Downing Street plusieurs organismes de régulation du secteur financier ou environnemental, exposés à des réorganisations et appelés à assouplir certaines réglementations. Cette réunion intervient quelques jours après l'annonce de la suppression du NHS England, qui gérât les services du système de santé en Angleterre. Celle-ci permettra d'économiser "des centaines de millions de livres par an", a indiqué le Premier ministre Keir Starmer, mais entraînera aussi la suppression de milliers de postes. Parmi les huit organismes reçus lundi figurent l'Agence pour l'environnement ou encore l'autorité britannique des marchés (FCA). "En réduisant la bureaucratie et en créant un système plus efficace, nous stimulerons l'investissement, créerons des emplois et mettrons plus d'argent dans les poches des travailleurs", a déclaré Rachel Reeves dans un communiqué. Son objectif est de "réduire d'un quart le coût des formalités administratives des entreprises", sans échéance précise, avec une soixantaine de mesures très variées. Elles doivent permettre, par exemple, d'accélérer la mise sur le marché de nouveaux médicaments, ou de tester plus facilement la livraison par drone. Des directives environnementales sur la protection des habitats des chauves-souris vont

être "simplifiées", pour éviter de "bloquer la construction de nouveaux logements et infrastructures essentielles". Après le NHS England, d'autres régulateurs du secteur médical vont être supprimés dans les prochains mois, a indiqué dimanche sur la chaîne Sky News le ministre de la Santé, Wes Streeting. Le gouvernement travailliste de Keir Starmer a fait de la croissance sa priorité, mais celle-ci ne décolle pas depuis son arrivée au pouvoir en juillet. Elle s'affiche en recul de 0,1% en janvier, selon les chiffres publiés vendredi. L'exécutif devrait faire cette semaine des annonces redoutées sur de potentielles coupes drastiques dans les dépenses de l'Etat.

CHINE

Des indicateurs économiques en demi-teinte pour janvier et février

La Chine a publié lundi une série d'indicateurs économiques en demi-teinte pour les deux premiers mois de l'année, signe d'une trajectoire toujours hésitante de son économie malgré les efforts des autorités pour relancer la consommation. Les données publiées lundi par le Bureau national des statistiques (BNS) offrent en ce sens quelques signaux positifs : les ventes au détail, un indicateur clé du moral des consommateurs, ont progressé de 4% sur un an en janvier et février. "Grâce aux effets soutenus des politiques macroéconomiques, l'économie nationale a maintenu un développement nouveau et positif", affirme le BNS dans un communiqué. Le BNS reconnaît néanmoins que "la demande intérieure effective est faible, et certaines entreprises rencontrent des difficultés de production et d'exploitation", a-t-il averti. "Les bases d'une reprise économique soutenue et d'une croissance durable ne sont pas suffisamment solides", ajoute-t-il. Le taux de chômage urbain, principal indicateur de l'emploi en Chine, a ainsi grimpé à 5,4 % en février, soit une hausse de 0,2 points par rapport au mois précédent. Il s'agit de son plus haut niveau depuis deux ans, supérieur aux 5,1 % anticipés par l'agence Bloomberg. Mais "le risque pour l'économie reste l'impact des nouveaux droits de douane américains sur les exportations chinoises, qui devrait se refléter dans les données commerciales des prochains mois".

CHINE

Un plan spécial pour stimuler la croissance économique

La Chine a dévoilé dimanche un plan d'initiatives spéciales pour stimuler la consommation, dans le cadre des efforts déployés par la deuxième économie mondiale en vue de faire la demande intérieure la force motrice de la croissance économique.

Le plan, publié par la Direction générale du Comité central du Parti communiste chinois et la Direction générale du Conseil des Affaires d'Etat, vise "à stimuler vigoureusement la

consommation, à stimuler la demande intérieure dans tous les domaines, et à accroître le pouvoir d'achat en augmentant les revenus et en réduisant les charges financières". Il ambitionne également à générer une demande effective

grâce à une offre de qualité, à améliorer l'environnement de consommation pour renforcer la volonté de dépenser des consommateurs, et à s'attacher aux principales contraintes qui pèsent sur la consommation.

La Chine vise une croissance économique d'"environ 5%" ainsi qu'une inflation de 2% en 2025 et prévoit de créer 12 millions d'emplois urbains, selon un rapport d'activité officiel.

L'OCDE

Elle abaisse ses prévisions de croissance pour les Etats Unis

L'organisation s'attend ainsi à une croissance de 3,1% du PIB mondial en 2025, contre 3,3% dans ses précédentes projections en décembre. Les prévisions plongent. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a revu légèrement à la baisse lundi sa prévision de croissance mondiale pour 2025, tirée vers le bas par des projections de croissance plus faibles aux États-Unis et dans la zone Euro. Les tensions commerciales à l'œuvre depuis le retour au pouvoir du président américain Donald Trump, les incertitudes géopolitiques et politiques qui traversent de nombreux pays pénalisent les perspectives de croissance, indique l'OCDE pour expliquer cette révision à la baisse. L'organisation s'attend ainsi à une croissance de 3,1% du PIB mondial en

2025, contre 3,3% dans ses précédentes projections en décembre.

L'impact des droits de douanes

Les États-Unis, dont le président agite la menace d'une guerre commerciale avec ses principaux partenaires, devraient voir leur produit intérieur brut (PIB) augmenter de 2,2% cette année, avant 1,6% l'année prochaine, selon l'OCDE. L'institution internationale abaisse ainsi respectivement de 0,2 et 0,5 point ses perspectives de croissance en 2025 et 2026 pour l'activité économique américaine. La virulence des politiques commerciales décidées ou envisagées par les États-Unis touche particulièrement ses voisins, le Canada et le Mexique, dont les prévisions plongent: par rapport à décembre, elles sont divisées par près de trois au Canada, avec 0,7%

de croissance attendu en 2025, et baissent de 2,5 points au Mexique, qui entrera en récession cette année selon l'OCDE. La croissance des États-Unis, du Mexique et du Canada "devrait ralentir selon les projections à mesure que les relèvements de droits de douane vont entrer en vigueur", indique l'organisation. Dans ses prévisions, l'OCDE précise avoir seulement pris en compte, en plus des droits de douane entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, les nouveaux droits de douane en vigueur entre les Etats-Unis et la Chine, et ceux sur l'acier et l'aluminium. Des projections en baisse pour l'Allemagne et la France. Ni les menaces de droits de douane réciproques, ni celles concernant l'Union européenne émises par Donald Trump n'ont été prises en

compte. Malgré cela, l'OCDE a révisé à la baisse et pour la deuxième fois consécutive ses prévisions de croissance en 2025 pour l'Allemagne et la France, première et deuxième économies de la zone euro. L'OCDE s'attend désormais à une hausse de 0,4% du PIB cette année en Allemagne, contre 0,7% dans ses prévisions précédentes. La France est moins sévèrement touchée, avec une croissance attendue à 0,8% cette année, en baisse de 0,1 point par rapport à la projection de décembre. Autre partenaire majeur des États-Unis, le Japon voit lui aussi sa prévision de croissance 2025 abaissée, à 1,1% (-0,4 point). De son côté, la croissance chinoise devrait atteindre 4,8% en 2025, quasi stable par rapport aux prévisions de décembre (+0,1).

MERCEDES CLA

À bord du coupé à 4 portes 100% électrique qui cible la Tesla Model 3

La troisième génération de la Mercedes CLA met d'abord l'accent sur l'électrique, revendiquant une autonomie proche de 800 km. Et pour ne pas tout miser sur la fée électricité, qui reste encore capricieuse, les versions thermique hybrides 48 V arriveront en fin d'année.



792 km avec une seule charge ! Le message de Mercedes-Benz est clair, la troisième génération de la CLA, qui débutera sa carrière en versions 100% électrique avant d'élargir sa gamme par des variantes thermiques hybridées, s'attaque à la Tesla Model 3. L'américaine qui fait référence sur le segment, avec un rayon d'action de 700 km, est visée.

Pour atteindre cet objectif plus qu'ambitieux, que nous ne manquerons pas de vérifier lors de nos mesures indépendantes sur notre base d'essais de Montlhéry, la firme à l'étoile a mis le paquet. La nouvelle CLA repose sur une plateforme technique inédite baptisée MMA, qui équipera à terme quatre modèles, si l'on ajoute la version CLA Shooting Brake et les SUV remplaçant GLA et GLB.

Une base solide, dotée de la technologie 800 V, qui facilitera la vie de l'utilisateur en accélérant vivement la durée de la recharge. Selon Mercedes-Benz, il suffira de 10 minutes relié à la prise avant de pouvoir parcourir 325 km. La batterie supporte des chargeurs de 320 kW, tandis que sa densité énergétique est en hausse de 20%. Enfin, une boîte de vitesses à deux rapports permet d'optimiser la gestion de l'énergie avec de la vivacité dans les phases de démarrage et de la frugalité à vitesse constante. Tout pour plaire ? Et convaincre de passer à l'électrique ?

CLA 250+ et CLA 350 4 Matic pour commencer

En juillet 2025, la nouvelle Mercedes-Benz CLA arrivera en concession avec un accumulateur d'une capacité de 85 kWh embarquant des anodes en oxyde de silicium mariées à du graphite. Deux versions seront au menu, la Mercedes CLA 250+ with EQ Technology (c'est son appellation commerciale, Mercedes ne souhaitant pas la nommer EQC) disposera de



272 ch sur le train arrière, avec une architecture propulsion. Elle sera en mesure, d'après le constructeur, de parcourir, selon son équipement et notamment la taille de ses roues, entre 694 et 792 km avec une seule charge.

Tandis qu'au sommet de la gamme, la Mercedes CLA 350 4 Matic with EQ Technology ajoutera sur son train avant une machine électrique de 80 kW (soit 108 ch), assurant la transmission intégrale et offrant une puissance cumulée de 353 ch. Par la suite, une version plus abordable recelant une batterie de type lithium

fer phosphate (LFP) d'une capacité de 58 kWh constituera l'entrée de gamme électrique – ses caractéristiques n'ont pas été communiquées pour l'instant.

La Mercedes CLA hybride 48 V arrivera en fin d'année

En fin d'année, la Mercedes CLA Mk3 jouera également une partition hybride légère indispensable, le marché de l'électrique n'étant plus en très grande forme. Elle s'équipera d'un moteur essence 1,5 l à quatre cylindres, associé à une machine

électrique de 20 kW (27,2 ch) forte de la technologie 48 V intégrée à la boîte de vitesses automatique à 8 rapports. Elle roulera en mode 100% électrique jusqu'à 100 km/h et pourra récupérer jusqu'à 25 kW quel que soit le rapport engagé. Là encore, la fiche technique sera communiquée ultérieurement. Enfin, d'affûtées variantes AMG viendront coiffer la gamme. Seront-elles hybrides ou 100% électrique ? Encore un peu de patience.

Un style attendu pour la nouvelle CLA

Dès l'automne 2023, au salon IAA de Munich, la marque de Stuttgart a montré la voie avec le concept Mercedes-Benz Vision CLA. Il est donc logique de retrouver sur la version de série, la calandre à deux étages, les ailes nervurées et la signature lumineuse affinée. La calandre pleine des versions électriques arbore 142 étoiles lumineuses. L'étoile centrale est elle aussi éclairée, mais pas le cercle autour, tout du moins en Europe, cela n'est pas autorisé. Outre-Atlantique, la Mercedes CLA fera la totale, en Chine aussi ! Les versions hybrides se distingueront des électriques par une calandre ajourée, non éclairée, et ne bénéficieront pas, de série, des poignées de porte affleurantes. Ces dernières resteront l'apanage des CLA sur prise.

Plus d'espace à bord

À bord, autre héritage du concept car Vision CLA, le déploiement de trois écrans en enfilade sur la planche de bord, sorte de domestication de l'hyperscreen de ses grandes sœurs EQE et EQS, fait son effet. Devant le conducteur, l'instrumentation repose sur une dalle de 10,5 pouces, au centre l'écran tactile est de 14 pouces. Tout comme celui, optionnel, proposé devant le passager. Si l'option n'est pas cochée, il y a, à la place, un décor illuminé étoilé. Il faut bien occuper l'espace sans bouleverser le mobilier.

Le grand toit vitré opacifiant comme celui d'un Renault Scenic, sans vélum donc, permet d'accroître la garde au toit de 6 cm à l'avant et de presque 3 cm à l'arrière, tout en accentuant visuellement l'impression d'espace à bord, qui n'est jamais le fort des coupés à quatre portes. Mais ce n'est pas un grief, la clientèle souhaitant plus d'aïssance aux places arrière s'orientera alors vers la future Mercedes Classe C, qui ne partagera pas avec la CLA la plateforme MMA et sera, elle aussi, déclinée en versions 100% électrique en plus du thermique.

La nouvelle Mercedes CLA reste fidèle à la malle classique de la thermique, laquelle ouvre sur un coffre d'une capacité de 405 litres, auxquels s'ajoute sous le capot avant, un "frunk" de 101 l. Un rangement appréciable proposé aussi bien sur la version 250+ (à deux roues motrices) que sur la 350 (4x4).

UN NOUVEAU P.-D.G. POUR INTEL ET UNE NOUVELLE MAJEURE : «l'aigle a atterri» !

« L'aigle a atterri », c'est donc par cette formule cryptique qu'Intel a salué, non pas l'arrivée de son nouveau P.-D.G., mais du premier wafer 18A.



**« L'aigle a atterri » :
l'Intel 18A déploie ses ailes**

Coup sur coup, Intel a procédé à deux annonces majeures à la fois pour la conduite de ses affaires directes et pour l'avenir de la société, plus encore, de sa division production, Intel Foundry. Des nouvelles qui ne permettent évidemment pas d'écarter tout risque pour la firme américaine, mais qui laissent augurer de jours meilleurs après une année 2024 qui restera sans doute la plus difficile du groupe.

**Lip-Bu Tan :
un bonus de 68 millions de dollars**

En premier lieu et plus de deux mois après le départ de Pat Gelsinger, Intel s'est donc enfin doté d'un nouveau chef d'orchestre. Un P.-D.G. qui remplace le duo mis en place pour trouver une solution dans l'urgence. Il faut dire que même si Pat Gelsinger et sa stratégie focalisée sur le sauvetage

d'Intel Foundry étaient contestés, l'annonce de sa mise à la retraite anticipée a fait l'effet d'une petite bombe dans le milieu. Le conseil d'administration du groupe a d'ailleurs été désavoué il y a quelques jours par un ancien président, Craig Barrett qui n'a pas eu de mots assez durs pour critiquer la décision, un véritable « non-sens » pour celui qui a précisé aux destinées du groupe pendant près de dix ans. Intel a donc fini par trancher et c'est l'un des favoris à la succession de Pat Gelsinger qui a finalement été retenu, sans doute après d'âpres négociations. L'annonce officielle a bien sûr été publiée par Intel elle-même : c'est ce bon Lip-Bu Tan qui occupe maintenant le poste et nos confrères de Tom's Hardware ajoutent des précisions intéressantes comme le salaire du nouveau P.-D.G. : il est question d'un million de dollars pour la base, mais avec des bonus potentiels qui pourraient faire exploser cette rémuné-

ration. En effet, on parle d'un bonus en cash de 2 millions de dollars – soit à chaque fois sensiblement moins que Pat Gelsinger – mais il est question d'autres bonus comme d'une prime d'actions de 14,4 millions de dollars et d'une prime de performance de 17 millions de dollars versée sur cinq ans si le cours de l'action Intel ne baisse pas au cours des trois prochaines années. De plus, Lip-Bu Tan bénéficie de stock options pour une valeur de 9,6 millions de dollars et d'une option d'embauche de 25 millions de dollars. L'un dans l'autre, on peut donc parler de primes pour un total de 68 millions de dollars qui, même si elles sont assorties de multiples conditions, devraient pas mal motiver le nouveau venu. Les performances du groupe auront donc une grande importance pour Lip-Bu Tan qui peut compter sur un premier succès.

En effet, dans la foulée de cette annonce de « nouveau venu », Intel a fait une seconde annonce perçue par beaucoup comme, de loin, la plus importante. À côté de ce P.-D.G. enfin désigné, Intel a franchi une nouvelle étape majeure sur le nœud de production 18A. Il y a bientôt trois semaines, Intel indiquait que le procédé de gravure 18A était « prêt », mais la firme s'empressait d'ajouter « prêt pour les projets clients avec des sorties de bandes débutant au premier semestre 2025 ». Cette fois, il n'est plus question d'une vue de l'esprit et c'est le principal responsable d'Intel Foundry lui-même, Naga Chandrasekaran, qui prend la parole pour une formule pas forcément limpide : « l'aigle a atterri ». Cet aigle, c'est le procédé Intel 18A et son atterrissage est là pour signifier que les premiers wafers du nouveau procédé d'Intel sont sortis des lignes de production de l'usine d'Intel en Arizona. Pourquoi parler d'aigle ? Il faut savoir que chez Intel, le Project Eagle est la mise en place des usines Fab 52 et Fab 62 situées en Arizona et leur adaptation au nœud 18A. Un projet pharaonique au coût estimé à plus de 20 milliards de dollars lancé par Pat Gelsinger. Les Fab 52 et Fab 62 auront à leur charge la production en volume des premières puces en Intel 18A et l'annonce de Naga Chandrasekaran marque donc un jalon majeur pour le groupe. Pour la Fab 52, la production devrait débuter à grande échelle dès cette année, mais les choses sont encore assez floues – et Intel ne communique guère là-dessus – pour la Fab 62. Rappelons simplement, pour finir, que l'Intel 18A doit nettement servir pour les processeurs Panther Lake qu'Intel veut lancer avant fin-2025, mais qui ne seront pas disponibles en volume avant l'année prochaine.

Telegram : le fondateur Pavel Durov autorisé à quitter la France... temporairement

L'homme qui a créé Telegram était sous le coup d'un contrôle judiciaire depuis de nombreux mois. Mais Pavel Durov vient d'obtenir un aménagement de cette mesure. Au mois d'août dernier, Pavel Durov, le fondateur de l'application de messagerie Telegram, était arrêté à l'aéroport du Bourget. Après plusieurs jours en garde-à-vue, il avait finalement été relâché par les autorités françaises, pour être placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter le territoire. Il a depuis beaucoup collaboré avec la justice française, et même avec des justices étrangères, pour chasser les criminels de sa plateforme. Et il semble que sa collaboration ait permis d'améliorer sa situation !



Pavel Durov a pu quitter la France ce week-end

Le milliardaire russe doit pouvoir finalement souffler. Après avoir travaillé intensément avec les services français, puis avoir rencontré un juge d'instruction en décembre dernier, il semble qu'il ait perdu son statut de paria. Au point même qu'il a finalement été autorisé par la justice à quitter la France. En conséquence, Pavel Durov a pu prendre un avion ce samedi pour rejoindre Dubaï, selon une information du Parisien.

Une autorisation de plusieurs semaines

Un départ qui n'est que temporaire. Cette autorisation n'a en effet été donnée que pour « plusieurs semaines », son

dossier judiciaire étant loin d'être clôturé du côté de la France. Aucun détail n'a été donné pour justifier cette grâce de la justice. À noter que Pavel Durov, en plus de la nationalité russe, possède aussi un passeport des Émirats arabes unis. Le travail entre Telegram et la justice française a profondément changé depuis l'arrestation de Pavel Durov. Alors que la plateforme n'avait répondu qu'à quatre demandes de la justice hexagonale lors du premier trimestre 2024, ce chiffre a explosé depuis, pour représenter 673 demandes traitées par Telegram lors du dernier trimestre 2024. Cette bonne volonté va-t-elle persister maintenant que le milliardaire est hors du territoire ?

Mots fléchés

Lamen- tables		Mesure agraire		Ancienne Allemagne		Départ- ement français		Surnomme le vieillard de la mer		Astate			Lac italien
Bal de bas étage		Où l'on peut voguer		Lentille bâtarde		Allongé		Vigilance			Paresseux		
											Poinçon		
Chroni- queur										Planche de chêne			
Dessous, la plage					Fictive								
					Rappel								
Bismuth			Grande école	Elle peut-être de comptoir						Classement aux échecs			
Pays de Maghreb				Subsistent						Acrimonie			
							Hautaine		Cancre				Sport de lutte japonais
									Pluriel de leu				
Homme politique portugais						Enregis- trées des vues							
Maisons russes					Espionnée						Connu		
					Région espagnole						Colorant orange-rosé		
Ambition- nera	Les juifs l'ont portée pendant des siècles		Tantale			Choisir par les urnes						Avarié	
			Empereur romain			Exprime							
									Pays d'Afrique de l'Ouest				
Se retiras		Originaire d'un pays asiatique							Grand pays				Fondamentaux
		Terre émergée					Petit groupe de personnes		Félidé d'Amérique du Sud				
							Milli- seconde						
Désigné				Acquiesce		Bienfai- teurs							
Offensons						Nickel							
								Épeautre		Témoigna		Piquette	
Abrupts		Pionnier de la photo- graphie	Bien sûr			Double coup de baguette					Excla- mation du midi		
			Capitale mythique de l'Irlande			Elle est centrée sur 27 MHz					Une loi antique		
						Excrément							
Courses de chevaux	Ville de Roumanie					Shootant							
						Virage neigeux							
							Lettre archaïque géorgienne		Exalitre			Dépouillée	
Oiseau grimpeur	À travers				Five o'clock				Dessinateur et carica- turiste français				
	Égouttoir								Sous- préfecture de la Meurthe- et-Moselle				
			Partie d'intestin										
Sépare					Hydro- carbures								

Le Brent progresse à plus de 71,5 dollars

Les prix du pétrole progressent lundi, soutenus, essentiellement, par des mesures de relance en Chine. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait 1,33% à 71,52 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, gagnait 1,35% à 68,09 dollars. La Chine, premier importateur de pétrole mondial, a présenté dimanche un plan d'action visant à relancer la consommation des ménages en berne et à l'aider à atteindre ses ambitieux objectifs de croissance. Ces mesures "ravivent l'optimisme" des investisseurs concernant la demande de brut, après l'annonce d'une augmentation des revenus, d'une relance de la consommation et d'une stabilisation des marchés boursier et immobilier, expliquent les analystes.



Le président de la République reçoit la Médaille d'or du mérite olympique et sportif africain attribuée aux chefs d'Etat

L'Association des Comités nationaux olympiques africains (ACNOA) a décerné, dimanche, au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la Médaille d'or du mérite olympique et sportif africain attribuée aux chefs d'Etat, ainsi qu'un cadeau symbolique, indique un communiqué de la Présidence de la République. A cette occasion, le Secrétaire général de l'ACNOA, M. Ahmed Abou Elgasim, a déclaré que cette distinction avait été attribuée en reconnaissance de "l'attention particulière que porte le président de la République à la jeunesse et au sport et en considération de son attachement à la contribution de l'Algérie à l'essor de l'Afrique et à l'épanouissement de ses jeunes et sportifs, tant au niveau national que dans les fora et rassemblements internationaux et régionaux". Lors de cette rencontre, le président de la République a annoncé que l'Algérie accueillera les Jeux scolaires africains le 25 juillet prochain, formant l'espoir que ces jeux soient organisés de manière régulière dans tous les pays africains, afin d'en faire une tradition à même de renforcer l'unité entre les enfants africains et de former une nouvelle génération de sportifs africains. Le président de l'ACNOA, M. Mustapha Beraraf a affirmé que l'attribution de cette médaille au président de la République "témoigne de ses efforts et de son intérêt croissant pour la jeunesse en Algérie et en Afrique", souhaitant davantage de succès à l'Algérie et à l'Afrique dans le domaine sportif.

Pour sa part, le ministre nigérian des Sports et président de la Commission nationale des sports, M. Shehu Dikko, a transmis les salutations du président de son pays au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, exprimant sa satisfaction quant aux conseils judicieux que leur a donnés le président de la République lors de cette cérémonie.

Il a également salué l'initiative louable du président de la République d'organiser ces jeux, dans le but de promouvoir le sport africain et d'élever son niveau dans le continent.

Ont assisté à la cérémonie de distinction, le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, le ministre des Sports, M. Walid Sadi, et le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), M. Abderrahmane Hammad.

CONSTRUCTION MÉCANIQUE

Avancement notable du projet d'extension de l'usine Fiat d'Oran

Le projet d'extension de l'usine Fiat d'Oran enregistre un avancement «notable», a indiqué, ce lundi dans un communiqué la société «Stellantis El Djazair», précisant que les travaux des unités de ferrage et de peinture ont franchi la barre des 70 % de réalisation.

«Stellantis El Djazair accélère l'extension de son site industriel à Tafraoui, dans la wilaya d'Oran», est-il souligné dans le communiqué ajoutant que «cette extension permettra d'accroître la capacité de production et le taux d'intégration locale de l'usine».

Le groupe a également investi dans des équipements robotisés «de pointe» et prévoit de recruter des collaborateurs spécialisés dans ce domaine, qu'il prévoit aussi de former en Algérie et à l'international, afin d'acquérir des compétences «inédites» dans le pays, selon la même source.

PR. NIBOUCHE

«Il faut créer urgemment un Observatoire des maladies en Algérie»

Avec un taux de 34%, les maladies cardiovasculaires sont désormais la première cause mortelle en Algérie, selon les derniers chiffres publiés dans le dernier rapport de l'Institut national de la santé publique. Le professeur Djamel Eddine Nibouche est revenu, ce lundi, sur la prise en charge des facteurs de risque de la maladie et la nécessité d'y lutter, urgemment, contre toutes les formes de ces pathologies.

Mais l'urgence cruciale, selon le cardiologue, est «la création impérative d'un Observatoire algérien des maladies.»

«Il faut un observatoire des maladies en Algérie», insisté-t-il à l'émission «L'Invité du jour», de la chaîne 3, de la Radio Algérienne, soulignant que «le rôle de l'Institut national de la santé publique est de faire des études et des états des lieux annuels, voire des états mensuels, pour qu'on puisse avoir le thermomètre exacte de toutes les maladies morbides, en Algérie, pouvant évidemment augmenter le taux de morta-

lité national».

Et d'alerter que le taux important susmentionné fait des maladies cardiovasculaires une maladie qui interpelle les pouvoirs publics, au même titre que le cancer, quant à sa prise en charge.

L'Urgence, selon le professeur Nibouche, est «de s'attaquer aux facteurs de risque de ces maladies morbides», citant le tabagisme, l'obésité et la consommation de la drogues, entre autres qui s'étendent, de plus en plus parmi la tranche d'âge des jeunes.

Conjuguer les efforts pour combattre les maladies nouvelles. Cependant, enjoint-il, «l'approche pour pouvoir résoudre le problème et trouver une solution globale est très complexe, demandant beaucoup de temps et suggère nécessairement l'intervention de plusieurs départements ministériels, dont l'Etat, la société civile, les collectivités, de la prévention individuelle et la sensibilisation de l'enfance à l'école».

Beaucoup de maladies, dites maladies

de la misère, héritées de l'époque coloniale, ont été éradiquées, selon lui, arguant que «la population algérienne souffre présentement de nouvelles maladies - dites maladies des pays développés, dont nous faisons partie actuellement - sont apparues et dont les facteurs de risque sont connus, à savoir le stress, la pollution, le changement du système alimentaire».

Des maladies, souligne l'intervenant, qui sont aggravés par le tabagisme (25-30%) et la consommation des drogues, qui causent non seulement les maladies cardiovasculaires mais aussi le cancer. Deux maladies qui ont le plus grand taux de mortalité dans le monde.

Aux yeux du spécialiste, «l'autre urgence est de prendre en charge ces facteurs», insistant sur le travail de prévention, pris en charge par le département en charge au ministère de la Santé qui s'en occupe depuis quelques années de ces problèmes qui deviennent majeurs.

UNICEF

Un million d'enfants luttent pour survivre à Ghaza

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) a indiqué qu'un million d'enfants, privés des produits de première nécessité, «luttent pour survivre» dans la bande de Ghaza, ravagée par plus de 15 mois d'agression sioniste génocidaire.

«Un million d'enfants à Ghaza luttent pour survivre, privés des produits de première né-

cessité», a écrit l'Unicef dans un message publié ce lundi sur les réseaux sociaux.

«Des centaines de milliers d'entre eux manquent d'eau potable et d'assainissement», a ajouté l'agence onusienne avant de souligner que «l'eau est un droit humain fondamental dont nul ne devrait être privé».

Par ailleurs, l'Unicef a précisé qu'elle s'efforçait avec ses

partenaires «de fournir une aide vitale, mais seuls un cessez-le-feu durable et un accès sans restriction peuvent réellement sauver des vies» dans l'enclave palestinienne.

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre Ghaza a atteint 48 572 martyrs et 112 032 blessés, depuis le 7 octobre 2023, ont indiqué dimanche les autorités palestiniennes de la santé, précisant

qu'un certain nombre de victimes palestiniennes se trouvaient encore sous les décombres.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur le 19 janvier à Ghaza après plus de 15 mois d'agression sioniste dévastatrice qui a provoqué une catastrophe humanitaire sans précédent. La première phase de cet accord a pris fin le 1er mars.

Journée d'information à Alger sur l'impact des accidents de la route sur la santé publique durant le Ramadhan

L'Institut national de santé publique (INSP) a organisé, lundi à Alger, une Journée d'information et de sensibilisation sur l'impact des accidents de la route sur la santé publique durant le mois de Ramadhan, où l'accent a été mis sur la nécessité de changer les comportements pour éviter ces accidents mortels.

Dans son allocution à cette occasion, le Directeur général de l'INSP, Pr Abderrezak Bouamra, a précisé que cette rencontre "vise à rappeler l'importance de la prévention des accidents de la route et à sensibiliser les citoyens à la nécessité de changer de comportements au

volant durant ce mois sacré et d'éviter l'excès de vitesse avant l'iftar".

Relevant une hausse des accidents de la route durant le mois de Ramadhan de cette année, il a expliqué que "la plupart de ces accidents sont graves et nécessitent une prise en charge médicale lourde", d'où l'importance de la prévention et de la sensibilisation, a-t-il dit.

Il a, dans ce contexte, mis en avant le rôle que peuvent jouer les médias dans la sensibilisation des citoyens à la nécessité de changer de comportements au volant, particulièrement avant la rupture du jeûne, pour éviter ces acci-

dents mortels.

Evoquant le système de surveillance des accidents de la route, dont l'INSP est en train d'élaborer le protocole, il a assuré qu'"il sera prêt avant fin 2025". Pour sa part, le chargé de l'information et de la communication à la Direction générale de la Protection civile, Karim Benfahsi, a fait savoir que "depuis le début du mois de Ramadhan, 2038 accidents de la route ont été enregistrés au niveau national, faisant 84 morts et 2823 blessés", appelant les citoyens à la prudence et à la vigilance pour éviter de tels accidents.